BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

IV^E REPUBLIQUE

**TROISIEME LEGISLATURE
DE TRANSITION**

Session permanente

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

TEXTE ISSU DE LA COMMISSION

**DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE
(CAEDS)**

DOSSIER N°126

**PROJET DE LOI N° -2024/ALT PORTANT STATUT GENERAL
DES PERSONNELS DES FORCES ARMEES NATIONALES**

Novembre 2024

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte¹ de la transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- Vu la résolution n°001-2022/ALT du 11 novembre 2022, portant validation du mandat des députés ;
- Vu la résolution n°004-2024/ALT du 18 juillet 2024, portant validation du mandat de députés ;
- Vu **la résolution n°003-2022/ALT du 14 novembre 2022 portant règlement de l'Assemblée législative de transition et son modificatif n°005-2024/ALT du 27 juillet 2024² ;**

a délibéré en sa séance du

et adopté la loi dont la teneur suit :

¹ Ecrire « charte » avec un « C » majuscule

² Remplacer le dernier visa par la disposition en gras

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 : De l'objet et du champ d'application³

Article 1 :

La présente loi porte statut général des personnels des Forces armées nationales.

Article 2 : ⁴

La présente loi s'applique aux personnels des Forces armées nationales.

Les personnels des Forces armées nationales sont les militaires de carrière, les militaires servant en vertu d'un contrat et les personnels de la réserve lorsqu'ils sont en situation d'activité.

Article 3 : ⁵

Les Forces armées nationales sont au service de la Nation.

Les Forces armées nationales ont pour missions de préparer et d'assurer, au besoin par la force des armes, la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation.

L'Etat met à la disposition des Forces armées nationales les moyens nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Chapitre 2 : Des définitions⁶

Article 4 : ⁷

Au sens de la présente la loi on entend par :

³ Créer un nouveau chapitre et lire : « Chapitre 1 : De l'objet et du champ d'application »

⁴ Mettre un point après « Forces armées nationales » et créer un nouvel alinéa ainsi formulé « Les personnels des Forces armées nationales sont les militaires de carrière, les militaires servant en vertu d'un contrat et les personnels de la réserve lorsqu'ils sont en situation d'activité. »

⁵ Créer un article 3 nouveau et lire la disposition en gras.

Puis procéder à une renumérotation des articles suivants.

⁶ Créer un nouveau chapitre et lire : « Chapitre 2 : Des définitions »

⁷ Enumérer les concepts par ordre alphabétique, puis insérer les notions de « emploi public », « emploi privé d'intérêt public », « militaire en opération », « point sensible », « rengagement » et prendre en compte le contenu des dispositions des articles 46, 48 et 71.

- condition militaire : l'ensemble des obligations et des sujétions propres à l'état militaire ainsi que les garanties et les compensations apportées par la Nation aux militaires ; elle inclut les aspects statutaires, économiques, sociaux et culturels susceptibles d'avoir une influence sur l'attractivité de la profession, le moral et les conditions d'existence après l'exercice du métier militaire ;
- **emploi privé d'intérêt public : activité exercée dans le secteur privé, mais dont l'objectif principal est de répondre à des besoins ou des missions d'intérêt général.**
- **emploi public : poste occupé dans une organisation relevant du secteur public, c'est-à-dire des administrations, établissements, ou organismes contrôlés par l'État ou les collectivités territoriales ;**
- **engagement : acte souscrit volontairement, par contrat, pour servir dans les Forces armées nationales, pendant un temps déterminé au moment du recrutement par concours direct ou à titre exceptionnel ;**
- Forces armées nationales : l'armée nationale du Burkina Faso composée de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air, de la Gendarmerie nationale et des forces de réserve ;
- **incorporation : intégration des jeunes gens dans les Forces armées nationales par arrêté du ministre chargé des armées ;**
- militaire : tout citoyen burkinabè de sexe masculin ou féminin présent sous les drapeaux en vertu d'un engagement tel que défini **dans** la présente loi⁸ ;
- **militaire en opération : membre des forces armées nationales engagé dans une mission spécifique, généralement dans le cadre ou à l'occasion d'une opération militaire organisée à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national ;**
- **point sensible : portion du terrain sur laquelle sont implantés ou stationnés des installations ou organismes dont l'activité intéresse la défense nationale et dont la destruction ou la neutralisation, même partielle, affecterait le potentiel de guerre de la nation, les succès des opérations ou la capacité de survie du peuple ;⁹**

⁸ Supprimer « ou de toute autre obligation légale »

⁹ Reformulation de la définition de « point sensible »

- **rengagement : acte volontaire que souscrit, par contrat, un militaire ayant satisfait à son service actif légal ou étant parvenu au terme d'un contrat précédent, pour continuer à servir dans les Forces armées nationales.**

TITRE II : DE L'ETAT MILITAIRE¹⁰

CHAPITRE 1 : DU RECRUTEMENT

Article 5 : ¹¹

Tout **Burkinabè**¹² peut être autorisé à s'engager librement ou être appelé d'office à servir dans les Forces armées nationales.

Article 6 : ¹³

Nul ne peut être recruté dans les Forces armées nationales :

- s'il ne possède la nationalité burkinabè à la naissance ou n'a été naturalisé cinq ans au moins avant l'acte d'engagement ;
- s'il n'est célibataire et âgé de dix-huit ans au moins au 31 décembre de l'année du recrutement ;
- s'il ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction ;
- s'il ne jouit de ses droits civiques et n'est de bonne moralité ;
- s'il a fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à trois mois ferme ou égale ou supérieure à dix-huit mois avec sursis .

Toute fraude constatée à l'une des conditions ci-dessus, même après l'incorporation, entraîne l'annulation du recrutement de l'intéressé sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Article 7 : ¹⁴

Le recrutement dans les Forces armées nationales s'effectue sur concours ou à titre exceptionnel.

¹⁰ Ramener le titre III et son contenu après le Titre I et lire : « TITRE II : DE L'ETAT MILITAIRE », puis procéder à une renumérotation des articles

¹¹ Article 5 nouveau = article 38 ancien

¹² Ecrire « burkinabè » avec « B » majuscule

¹³ Article 6 nouveau = article 39 ancien

¹⁴ Article 7 nouveau = article 40 ancien

Article 8 : ¹⁵

Le mode de recrutement des personnels militaires est fixé selon les catégories comme suit :

1- Pour les officiers :

- par voie de concours direct ;
- par voie de concours professionnel ;
- à titre exceptionnel parmi les sous-officiers.

2- Pour les sous-officiers :

- par voie de concours direct ;
- par voie de concours professionnel ;
- à titre exceptionnel parmi les militaires du rang.

3- Pour les militaires du rang :

- par voie de concours direct ;
- à titre exceptionnel.

Article 9 : ¹⁶

Le concours direct est un mode de recrutement par lequel, des candidats sont sélectionnés sur la base d'épreuves pour pourvoir aux besoins des armées de terre, de l'air et de la Gendarmerie nationale.

Le recrutement par concours direct s'effectue soit parmi les jeunes gens civils, soit parmi les nouveaux bacheliers des Prytanées, soit parmi les anciens enfants de troupe.

Article 10 : ¹⁷

Le recrutement par concours professionnel est une passerelle offerte aux militaires de catégorie inférieure pour accéder à la catégorie supérieure. Il a lieu selon les besoins des Forces armées nationales.

¹⁵ Article 8 nouveau = article 41 ancien

¹⁶ Article 9 nouveau = article 42 ancien

¹⁷ Article 10 nouveau = article 43 ancien

Article 11 : ¹⁸

Le recrutement à titre exceptionnel permet au commandement militaire de pourvoir certaines formations spécifiques des armées en personnel ayant des qualifications particulières.

Article 12 : ¹⁹

Les modalités et les conditions de recrutement pour chaque catégorie de personnels sont précisées par arrêté du ministre chargé des armées.

20

Article 13 : ²¹

La durée de l'engagement initial pour le militaire du rang est de douze mois pour compter de sa date d'incorporation.

Les élèves sous-officiers s'engagent à servir pendant au moins cinq ans après leur formation.

Pour les élèves officiers, l'engagement à servir est de dix ans au moins après leur formation.

22

Article 14 : ²³

Les jeunes gens sélectionnés ayant satisfait aux critères de recrutement sont soumis à une enquête de moralité menée par les structures compétentes avant leur incorporation.

Article 15 : ²⁴

L'ensemble des jeunes gens issus d'un concours direct ou d'un recrutement à titre exceptionnel est incorporé en une seule fois après la sélection.

L'incorporation intervient au plus tard le 31 décembre de l'année de recrutement.

¹⁸ Article 11 nouveau = article 44 ancien

¹⁹ Article 12 nouveau = article 45 ancien

²⁰ Le contenu de l'article 46 ancien est renvoyé dans les définitions

²¹ Article 13 nouveau = article 47 ancien

²² Le contenu de l'article 48 ancien est renvoyé dans les définitions

²³ Article 14 nouveau = article 49 ancien

²⁴ Article 15 nouveau = article 50 ancien

Article 16 : ²⁵

Les jeunes gens recrutés par voie de concours direct sont soumis aux dispositions légales relatives au service pendant la durée légale.

Article 17 : ²⁶

Sont déférés devant les juridictions compétentes et punis conformément à la loi :

- les auteurs ou complices de toute manœuvre ayant pour but de falsifier les documents d'état civil ou ceux établis par le bureau de recrutement, de se faire recenser dans plusieurs bureaux de recrutement, de frauder pendant les épreuves de sélection ou de concours ;
- les agents de l'État et leurs complices qui abusent de leur autorité en posant des actes ou en prenant des décisions irrégulières ou frauduleuses.

Article 18 : ²⁷

Tout militaire recruté, coupable pendant sa formation d'indélicatesse, de faute grave contre la discipline ou de faute grave contre l'honneur, est d'office renvoyé du centre d'instruction et rayé des effectifs des Forces armées nationales.

Article 19 : ²⁸

Tout militaire recruté chez **qui**²⁹ le médecin militaire constate un état d'inaptitude pendant la formation initiale est d'office renvoyé du centre d'instruction et rayé des effectifs des Forces armées nationales.

Si l'inaptitude est imputable au service ou à l'administration militaire, le militaire bénéficie d'une prise en charge conformément à la réglementation en vigueur.

²⁵ Article 16 nouveau = article 51 ancien

²⁶ Article 17 nouveau = article 52 ancien

²⁷ Article 18 nouveau = article 53 ancien

²⁸ Article 19 nouveau = article 54 ancien

²⁹ Remplacer « lequel » par « qui »

CHAPITRE 2 : DU SERVICE ACTIF LEGAL

Article 20 : ³⁰

Le service actif dans les Forces armées nationales concerne tout militaire recruté. Il comporte deux phases :

- le service pendant la durée légale ou service actif légal d'une durée de douze mois ;
- le service après la durée légale dont la durée est déterminée par le statut du militaire.

Ne compte pas pour la durée du service actif légal, le temps passé en détention en vertu d'un jugement définitif ou d'une punition d'arrêts de rigueur ou de prison d'une durée supérieure à vingt jours. Dans ce cas, l'échéance du service actif légal est repoussée de cette durée.

Article 21 : ³¹

Le service actif légal est effectué dans les formations de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air et de la Gendarmerie nationale.

Le service actif légal est consacré à l'instruction militaire et civique et à des travaux d'intérêt national limités aux cas de force majeure.

Toutefois, en cas de nécessité, le militaire servant pendant la durée légale peut être engagé dans des opérations militaires.

L'élève sous-officier ou l'élève-officier en fin de formation en attente de nomination au premier grade, peut être engagé dans des opérations militaires.

Article 22 : ³²

Tout militaire ayant accompli son service actif légal est considéré comme ayant satisfait aux obligations du service national.

Tout citoyen ayant également satisfait aux obligations du service national comportant une phase de formation militaire est considéré comme ayant accompli son service actif légal. Il peut être requis en temps de crise ou de conflit armé dans les conditions prévues par les textes sur la réserve.

³⁰ Article 20 nouveau = article 55 ancien

³¹ Article 21 nouveau = article 56 ancien

³² Article 22 nouveau = article 57 ancien

L'ancien volontaire pour la défense de la patrie peut bénéficier d'une réduction totale ou partielle de la durée du service actif légal fixée par l'article 20³³ de la présente loi, au titre du temps passé en qualité de volontaire pour la défense de la patrie en cas de recrutement définitif dans les Forces armées nationales.

Le temps passé en qualité de volontaire pour la défense de la patrie est en outre pris en compte dans la détermination de la durée du service effectif du militaire au titre de la pension de retraite.

CHAPITRE 3 : DE LA HIERARCHIE MILITAIRE

Article 23 : ³⁴

La hiérarchie générale est établie comme suit :

- la catégorie des militaires du rang ;
- la catégorie des sous-officiers ;
- la catégorie des officiers.

Article 24 : ³⁵

Dans les différentes catégories, on distingue les grades suivants :

1- La³⁶ catégorie des militaires du rang :

- soldat de 2^{ème} classe ou gendarme de 2^{ème} classe ;
- soldat de 1^{ère} classe ou gendarme de 1^{ère} classe ;
- Caporal ou **gendarme** ou **brigadier**³⁷ ;
- caporal-chef ou brigadier-chef.

2- La catégorie des sous-officiers :

a) les sous-officiers subalternes :

³³ Remplacer « article 55 » par « article 20 » en conséquence de la renumérotation des articles.

³⁴ Article 23 nouveau = article 58 ancien

³⁵ Article 24 nouveau = article 59 ancien

³⁶ Ecrire « La » avec un « l » minuscule

³⁷ 3^e tiret : Ecrire « caporal ou gendarme ou brigadier » au lieu de « Caporal ou brigadier ou gendarme »

- sergent ou maréchal des logis ;
- sergent-chef ou maréchal des logis chef.

b) les³⁸ sous-officiers supérieurs :

- adjudant ;
- adjudant-chef ;
- adjudant-chef major.

3- La catégorie des officiers :

a) les officiers subalternes :

- aspirant ;
- sous-lieutenant ;
- lieutenant ;
- capitaine.

b) les officiers supérieurs :

- commandant ;
- lieutenant-colonel ;
- colonel ;
- colonel-major.

c) les officiers généraux :

- général de brigade ;
- général de division ;
- général de corps d'armée ;
- général d'armée.

³⁸ Ecrire « Les » avec un « l » minuscule

Article 25 : ³⁹

Les adjudants-chefs majors constituent une sous-catégorie particulière des sous-officiers supérieurs formant le corps des adjudants-chefs majors. Ce corps comporte le grade unique d'adjudant-chef major.

Le grade d'aspirant est un grade d'école et de la réserve.

Les conditions d'accès à ces grades, les prérogatives et avantages qui leur sont attachés sont fixés par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁴⁰.

Nonobstant les dispositions de l'article **43**⁴¹ de la présente loi, les officiers généraux constituent une sous-catégorie particulière des officiers supérieurs dont le premier grade est obtenu par nomination.

CHAPITRE 4 : DE LA CARRIERE

Article 26 : ⁴²

Tout militaire qui ne relève ni de la Gendarmerie nationale, ni de l'Armée de l'air est pris en compte dans les effectifs de l'Armée de terre.

En outre, le personnel militaire est classé par armes et services. Cette classification est précisée par voie réglementaire.

Article 27 : ⁴³

Le militaire de carrière ne peut être affecté ou muté d'office dans d'autres corps de l'armée ou du service commun que sur décision du Chef d'Etat-major général des armées.

Article 28 : ⁴⁴

Le militaire peut servir jusqu'à la limite d'âge de son grade.

Les limites d'âge sont fixées conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

³⁹ Article 25 nouveau = article 60 ancien

⁴⁰ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁴¹ Remplacer « article 80 » par « article 43 »

⁴² Article 26 nouveau = article 61 ancien

⁴³ Article 27 nouveau = article 62 ancien

⁴⁴ Article 28 nouveau = article 63 ancien

Tout militaire ayant atteint la limite d'âge de son grade est radié des cadres ou rayé des contrôles de l'armée d'active.

Toutefois, pour nécessité de service, le militaire peut être retenu pour servir au-delà de la limite d'âge et pour une durée n'excédant pas douze mois.

L'officier général ayant atteint la limite d'âge de son grade est reversé dans la deuxième section. La durée de service au sein de la deuxième section est de trois ans.

Le passage d'un officier général en deuxième section est constaté par décret du Président du Faso, Chef suprême des Forces armées nationales⁴⁵

Article 29 : ⁴⁶

Le temps passé sous les drapeaux pour un militaire accédant à un emploi public est pris en compte dans le calcul de la pension de retraite.

Article 30 : ⁴⁷

Le militaire de carrière a vocation à occuper un emploi permanent dans un corps des armées ou des formations rattachées.

Le militaire de carrière ne peut perdre son statut que pour l'une des causes prévues aux articles **229** et **230**⁴⁸ de la présente loi.

Article 31 : ⁴⁹

Sont militaires de carrière :

- les officiers ;
- les sous-officiers de la gendarmerie ;
- les sous-officiers d'active air ;
- les sous-officiers issus des Ecoles nationales des sous-officiers d'active ;
- les sous-officiers greffiers ;
- les sous-officiers servant en vertu d'un contrat qui sont admis à cet état après en avoir fait la demande.

⁴⁵ Créer un nouvel alinéa et lire en gras

⁴⁶ Article 29 nouveau = article 64 ancien

⁴⁷ Article 30 nouveau = article 65 ancien

⁴⁸ Remplacer « articles 227 et 228 » par « articles 229 et 230 »

⁴⁹ Article 31 nouveau = article 66 ancien

Article 32 : ⁵¹

En dehors des sous-officiers de la gendarmerie, des sous-officiers d'active air, des sous-officiers greffiers et des sous-officiers issus des écoles nationales de formation des sous-officiers d'active mentionnés à l'article 31⁵² ci-dessus, nul ne peut être admis en qualité de sous-officier de carrière, s'il :

- ne sert en vertu d'un contrat ;
- n'a accompli au moins dix ans de services militaires effectifs ;
- n'a au moins le grade de sergent-chef ;
- ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de l'emploi.

Toutefois, les sous-officiers dont le recrutement s'est effectué sur la base d'une qualification technique sont d'office admis en qualité de sous-officiers de carrière selon les conditions de durée de service et les degrés de qualification ci-après :

- avoir accompli au moins cinq ans de services militaires effectifs ;
- être titulaire du Certificat interarmes.

Article 33 : ⁵³

Les demandes des sous-officiers sous contrat pour leur admission dans le corps des sous-officiers de carrière sont examinées au cours de conseils d'armée.

L'organisation et le fonctionnement de ces conseils sont précisés par arrêté du ministre chargé des armées.

L'admission dans le corps des sous-officiers de carrière est prononcée par arrêté du ministre chargé des armées sur la demande du militaire ou pour raison de service sur consentement de celui-ci.

Article 34 : ⁵⁴

Le militaire engagé souscrit volontairement à un contrat pour servir dans les Forces armées nationales pendant une durée déterminée au moment du recrutement.

⁵⁰ Supprimer l'article 67 ancien

⁵¹ Article 32 nouveau = article 68 ancien

⁵² Remplacer « article 66 » par « article 31 »

⁵³ Article 33 nouveau = article 69 ancien

⁵⁴ Article 34 nouveau = article 70 ancien

Article 35 : ⁵⁶

Outre les conditions prévues à l'article 6⁵⁷ de la présente loi et en fonction des besoins ⁵⁸des Forces armées nationales, les conditions d'engagement ou de rengagement sont les suivantes :

- ne pas appartenir à la réserve ;
- avoir une bonne manière de servir pour le rengagement.

Article 36 : ⁵⁹

La durée des autres contrats de rengagement varie de six mois à quatre ans.

La mise en œuvre de la procédure de renouvellement du contrat d'engagement est obligatoire et incombe à l'administration militaire.

Les modalités de renouvellement des contrats sont précisées par arrêté du ministre chargé des armées.

Article 37 : ⁶⁰

Le service court à compter du jour de l'incorporation ou de la signature du contrat d'engagement ou s'il n'y a pas d'interruption de service, à l'expiration de l'engagement précédent.

Le rengagé est admis à servir avec le grade détenu lors de son précédent contrat.

Article 38 : ⁶¹

La décision de renouvellement ou de non renouvellement de contrat incombe au ministre chargé des armées, sur proposition du Chef d'Etat-major général des armées.

Article 39 : ⁶²

Le contrat peut être résilié pour vice imputable à l'engagé.

⁵⁵ Le contenu de l'article 71 ancien est renvoyé à la liste des définitions

⁵⁶ Article 35 nouveau = article 72 ancien

⁵⁷ Remplacer « article 39 » par « article 6 »

⁵⁸ Supprimer « de » après « besoins »

⁵⁹ Article 36 nouveau = article 73 ancien

⁶⁰ Article 37 nouveau = article 74 ancien

⁶¹ Article 38 nouveau = article 75 ancien

⁶² Article 39 nouveau = article 76 ancien

La résiliation de contrat peut également intervenir conformément aux dispositions de l'article 194⁶³ de la présente loi.

CHAPITRE 5 : DE LA NOTATION ET DES AVANCEMENTS EN GRADES

SECTION 1 : DE LA NOTATION

Article 40 : ⁶⁴

La notation consiste en une évaluation des qualités morales, intellectuelles et professionnelles du militaire, de son aptitude physique, de sa manière de servir pendant une période déterminée et de son aptitude à tenir dans l'immédiat et ultérieurement des emplois de niveau plus élevé.

Le militaire est noté au moins une fois par an. La notation doit être complète, précise et objective sans sévérité ni indulgence.

La notation s'effectue également à l'occasion des avancements en grades, des mutations et des affectations.

Article 41 : ⁶⁵

La notation du militaire est effectuée par l'autorité hiérarchique et traduite par des notes et des appréciations qui lui sont communiquées.

A l'occasion de la notation, le chef fait connaître à chacun de ses subordonnés directs son appréciation sur sa manière de servir.

SECTION 2 : DES DISPOSITIONS GENERALES DE L'AVANCEMENT EN GRADE

Article 42 : ⁶⁶

L'avancement en grade consiste en la nomination ou en la promotion dans un grade de la hiérarchie militaire.

Le militaire, nommé ou promu dans un grade, doit être capable, par ses aptitudes, d'occuper un emploi pendant un temps suffisant pour que ses compétences s'y exercent efficacement dans l'intérêt de l'armée, sauf pour les cas d'avancement à titre posthume.

⁶³ Remplacer « article 24 » par « article 194 »

⁶⁴ Article 40 nouveau = article 77 ancien

⁶⁵ Article 41 nouveau = article 78 ancien

⁶⁶ Article 42 nouveau = article 79 ancien

La proposition à l'avancement est un droit pour tout militaire qui en remplit les conditions.

Article 43 : ⁶⁷

La nomination consacre l'accès d'un militaire au premier grade d'une catégorie. Elle est prononcée à titre définitif :

- par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁶⁸ pour les officiers ;
- par ordre du Chef d'Etat-major d'armée et assimilé pour la nomination au grade de sergent ou maréchal des logis.

Article 44 : ⁶⁹

La promotion consiste au passage d'un grade à un autre dans une même catégorie. Elle a lieu de façon continue de grade à grade.

La promotion est prononcée à titre définitif :

- par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁷⁰ pour les officiers ;
- par arrêté du ministre chargé des armées pour les sous-officiers supérieurs ;
- par décision du Chef d'Etat-major général des armées pour les sergents-chefs ou maréchaux des logis-chefs ;
- par ordre **du Commandant du groupement central des armées et du Commandant de région militaire et assimilé**⁷¹ pour la promotion au grade de caporal, de gendarme ou de brigadier et de caporal-chef ou de brigadier-chef ;
- par ordre des chef de corps et assimilés pour la promotion des soldats ou gendarmes de deuxième classe à l'emploi de première classe.

⁶⁷ Article 43 nouveau = article 80 ancien

⁶⁸ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁶⁹ Article 44 nouveau = article 81 ancien

⁷⁰ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁷¹ Remplacer « de Chefs d'Etat-major et assimilés et des Commandants de région et assimilés » par « du Commandant du groupement central des armées et du Commandant de région militaire et assimilé »

Article 45 : ⁷²

Nonobstant les dispositions de l'article **43**⁷³ de la présente loi, **des nominations et promotions**⁷⁴ peuvent intervenir à titre temporaire, soit pour remplir des fonctions de durée limitée, soit en temps de crise ou de conflits armés, **ou à titre fictif, pour satisfaire aux conditions d'admission dans des écoles de formation ou de participation à des missions spécifiques à l'extérieur du pays**⁷⁵.

Le grade détenu à **titre temporaire**⁷⁶ comporte tous les droits, avantages et prérogatives attachés audit grade. Il est sans effet sur le rang dans la liste d'ancienneté et l'avancement ne peut avoir lieu qu'en considération du grade détenu à titre définitif.

Le grade détenu à titre fictif ne comporte aucun des droits, avantages ou prérogatives attachés audit grade.⁷⁷

Article 46 : ⁷⁸

L'octroi et le retrait des grades conférés à titre temporaire sont constatés **par décret du Président du Faso, Chef suprême des Forces armées nationales sans qu'il ne soit fait application des dispositions des articles 43 et 44 de la présente loi.**⁷⁹ ÷

Article 47 : ⁸⁰

Les nominations et promotions à titre fictif peuvent être faites pour satisfaire aux conditions d'admission dans des écoles de formation ou de participation à des missions spécifiques à l'extérieur du pays.

L'octroi des grades conférés à titre fictif est constaté par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁸¹ pour les officiers et par arrêté du ministre chargé des armées pour les sous-officiers.

Le grade détenu à ce titre ne comporte aucun des droits, avantages ou prérogatives attachés audit grade.

⁷² Article 45 nouveau = article 82 ancien

⁷³ Remplacer « article 80 » par « article 43 »

⁷⁴ Remplacer « les promotions et nominations » par « des nominations et promotions »

⁷⁵ Insérer « , ou à titre fictif, pour satisfaire aux conditions d'admission dans des écoles de formation ou de participation à des missions spécifiques à l'extérieur du pays »

⁷⁶ Remplacer « ce titre » par « titre temporaire »

⁷⁷ Créer un alinéa 4 nouveau et lire disposition en gras

⁷⁸ Article 46 nouveau = article 83 ancien

⁷⁹ Reformuler l'article et lire disposition en gras

⁸⁰ Article 47 nouveau = article 84 ancien

⁸¹ Insérer « , Chef suprême des armées » après « Président du Faso »

Article 48 : ⁸²

Nul ne peut être promu à un grade s'il ne compte dans le grade inférieur la durée minimale de service fixée par la présente loi, à l'exception de la promotion dans la sous-catégorie des officiers généraux.

Article 49 : ⁸³

Nul ne peut être nommé à un grade s'il n'est au dernier grade de la catégorie immédiatement inférieure, à l'exception de la nomination des caporaux dans la sous-catégorie des sous-officiers subalternes, des adjudants-chefs dans la sous-catégorie des officiers subalternes et des colonels dans la sous-catégorie des officiers généraux.

Article 50 : ⁸⁴

L'ancienneté des militaires dans leur grade est déterminée par le temps passé en position d'activité et, dans chaque cas, par celui pris en compte pour l'avancement au titre des autres positions prévues dans l'article **94**⁸⁵ de la présente loi.

Les officiers et les sous-officiers prennent rang sur une liste générale d'ancienneté établie par grade en fonction de leur ancienneté dans chaque arme ou service.

Article 51 : ⁸⁶

Dans les différentes armées, les synthèses des travaux d'avancement sont faites en réunion de commandement, aux différents échelons hiérarchiques ci-après :

- corps de troupe ou assimilé ;
- région militaire ou assimilé ;
- Etat-major d'armée ou assimilé ;
- Etat-major général des armées.

A ces niveaux successifs, sont examinés tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment l'ordre de préférence et les notations données aux candidats par leurs supérieurs hiérarchiques.

⁸² Article 48 nouveau = article 85 ancien

⁸³ Article 49 nouveau = article 86 ancien

⁸⁴ Article 50 nouveau = article 87 ancien

⁸⁵ Remplacer « article 131 » par « article 94 »

⁸⁶ Article 51 nouveau = article 88 ancien

Article 52 : ⁸⁷

Pour tous les grades, le rang est déterminé par l'ancienneté dans le grade. Cette ancienneté court à compter de la date de nomination ou de promotion, déduction faite des interruptions de service.

Les interruptions de service sont constituées par le temps mis en suspension de contrat, en non activité, en disponibilité et en hors cadres.

A égalité d'ancienneté dans le grade, le rang est déterminé par l'ancienneté dans le ou les grades précédents et, s'il y a lieu, en fonction de l'ordre croissant des numéros matricules.

Article 53 : ⁸⁸

L'avancement comporte trois modes :

- à titre normal ;
- à titre exceptionnel ;
- à titre posthume.

Article 54 : ⁸⁹

L'avancement à titre normal a lieu soit à l'ancienneté de grade, soit au choix.

L'ancienneté est le temps passé dans le grade et dans le service en position d'activité.

L'avancement à l'ancienneté consiste en la promotion au grade supérieur selon les conditions d'ancienneté de grade exigées en dehors des dispositions de l'article **58**⁹⁰ de la présente loi.

L'avancement au choix a pour but de déceler et de promouvoir les cadres d'élites méritants, susceptibles d'accéder à certains emplois élevés de la hiérarchie.

L'avancement au choix tient compte de l'ancienneté, des aptitudes intellectuelles, physiques, morales et professionnelles des candidats à un grade supérieur.

⁸⁷ Article 52 nouveau = article 89 ancien

⁸⁸ Article 53 nouveau = article 90 ancien

⁸⁹ Article 53 nouveau = article 91 ancien

⁹⁰ Remplacer « article 95 » par « article 58 »

Article 55 : ⁹¹

L'avancement à titre exceptionnel consacre les faits d'éclat ou les services exceptionnels rendus à la Nation en temps de paix, de crise, de conflit armé ou au cours d'une mission spéciale. Il a lieu sans discontinuité de grade à grade sauf dans le cas de temps de crise ou de conflit armé.

Hormis le cas de conflit armé où la promotion se prononce sans délais, tous les autres cas d'avancement à titre exceptionnel sont soumis à avis préalable :

- d'une commission ministérielle ad hoc mise en place par le ministre chargé des armées pour les officiers ;
- d'une commission ad hoc mise en place par le Chef d'Etat-major général des armées pour les autres catégories.

Les conditions et les modalités de l'avancement à titre exceptionnel sont précisées par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁹².

Article 56 : ⁹³

Nonobstant les dispositions relatives à la cessation de l'état militaire, l'avancement à titre posthume consacre **la nomination ou**⁹⁴ la promotion au grade supérieur du militaire décédé en opération ou à l'occasion des opérations.

Nul ne peut être nommé ou promu à titre posthume si son décès est lié à une faute qui lui est imputable.

Les conditions et les modalités de l'avancement à titre posthume sont précisées par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁹⁵.

Article 57 : ⁹⁶

Les nominations et promotions sont subordonnées aux vacances constatées suivant les tableaux d'effectifs arrêtés annuellement par le ministre chargé des armées.

⁹¹ Article 55 nouveau = article 92 ancien

⁹² Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁹³ Article 56 nouveau = article 93 ancien

⁹⁴ Insérer « la nomination ou » après constate

⁹⁵ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁹⁶ Article 57 nouveau = article 94 ancien

Article 58 : ⁹⁷

Les candidats à l'avancement au choix sont inscrits, sur proposition de leurs chefs hiérarchiques, au tableau d'avancement annuel arrêté par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Les candidats inscrits au tableau d'avancement sont promus le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet suivant l'ordre d'inscription au tableau d'avancement.

Les candidats à l'avancement à titre exceptionnel sont inscrits sur un tableau d'avancement spécial qui peut être établi à tout moment de l'année sur proposition de leurs chefs hiérarchiques.

Article 59 : ⁹⁸

Tout militaire ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou pénale est ajourné de l'avancement dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé des armées.

Article 60 : ⁹⁹

Tout militaire en instance de poursuites pénales ou de procédure disciplinaire et remplissant les conditions d'avancement est proposable.

Dans le cas où il est inscrit au tableau d'avancement, et que la sanction encourue est susceptible de l'en radier, il en est suspendu en attendant la décision définitive de justice ou le terme de ladite procédure.

La situation du militaire en instance disciplinaire doit être définitivement réglée dans un délai de six mois à compter du jour où la décision de suspension a pris effet.

Lorsqu'aucune décision n'est intervenue à l'expiration de ce délai, la suspension est levée, sauf s'il fait l'objet de poursuites pénales.

La mesure de suspension est prise par l'autorité habilitée conformément aux dispositions de l'article 44¹⁰⁰ de la présente loi.

Si la décision définitive de justice ou de sanction le met hors de cause, son avancement est fait au mieux de ses intérêts, à titre de régularisation à condition qu'aucune sanction ne s'y oppose.

⁹⁷ Article 58 nouveau = article 95 ancien

⁹⁸ Article 59 nouveau = article 96 ancien

⁹⁹ Article 60 nouveau = article 97 ancien

¹⁰⁰ Remplacer « article 81 » par « article 44 »

Article 61 : ¹⁰¹

Les officiers et sous-officiers inscrits au tableau d'avancement et qui, par la suite, sont soit rayés des contrôles de l'armée d'active, soit mis en disponibilité ou en position hors cadres pour une période au-delà de leurs dates **de nomination ou de promotion**¹⁰² au grade supérieur, sont rayés d'office dudit tableau.

Article 62 : ¹⁰³

La radiation du tableau d'avancement peut être prononcée contre les militaires de tous grades punis pour une faute grave ou une inconduite dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé des armées.

La radiation du tableau d'avancement est prononcée par l'autorité habilitée conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.¹⁰⁴

Article 63 : ¹⁰⁵

Hormis les cas prévus à l'article **61**¹⁰⁶ de la présente loi, la radiation du tableau d'avancement est précédée de la communication du dossier à l'intéressé dans les conditions déterminées par le règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.

En cas de difficulté ou d'impossibilité pour communiquer le dossier à l'intéressé, son inscription au tableau d'avancement est suspendue par l'autorité compétente jusqu'à la fin de la procédure.

**SECTION 3 : DES CONDITIONS D'AVANCEMENT A TITRE
NORMAL DES MILITAIRES DU RANG**

Article 64 : ¹⁰⁷

L'avancement à titre normal des militaires du rang obéit aux conditions d'ancienneté de service, de grade et aux exigences de diplômes indiqués dans les tableaux figurants à l'annexe 2.

¹⁰¹ Article 61 nouveau = article 98 ancien

¹⁰² Insérer « de nomination ou de promotion » après « leurs dates »

¹⁰³ Article 62 nouveau = article 99 ancien

¹⁰⁴ Faire de la deuxième phrase un alinéa et lire « La radiation du tableau d'avancement est prononcée par l'autorité habilitée conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.

¹⁰⁵ Article 63 nouveau = article 100 ancien

¹⁰⁶ Remplacer « article 98 » par « article 61 »

¹⁰⁷ Article 64 nouveau = article 101 ancien

Article 65 : ¹⁰⁸

Aucun militaire du rang ne peut être admis à un stage pour l'obtention d'un certificat d'arme n°1 ou équivalent s'il n'a au moins trente mois de service.

Article 66 : ¹⁰⁹

Aucun militaire du rang ne peut être promu caporal **ou gendarme ou brigadier** ¹¹⁰s'il n'a obtenu le certificat d'arme n°1 ou un diplôme militaire reconnu équivalent.

Article 67 : ¹¹¹

Aucun militaire du rang ne peut être promu caporal-chef ou brigadier-chef s'il n'a au moins vingt et un ans de service et deux ans de grade de caporal **ou gendarme ou brigadier**¹¹²

**SECTION 4 : DES CONDITIONS D'AVANCEMENT A TITRE NORMAL
DES SOUS-OFFICIERS**

Article 68 : ¹¹³

Les élèves sous-officiers d'active de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air et de la Gendarmerie nationale recrutés sur concours, admis dans les écoles de formation de sous-officiers d'active de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la **Gendarmerie**¹¹⁴ nationale sont nommés au grade de sergent ou de maréchal des logis pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation après succès aux examens.

Article 69 : ¹¹⁵

Les élèves sous-officiers d'active, recrutés sur concours direct pour la formation de sous-officiers techniciens et formés dans les écoles où une formation militaire est dispensée, sont nommés au grade de sergent pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation après succès aux examens.

Les élèves sous-officiers d'active formés dans les écoles où il n'est pas dispensé une formation militaire sont nommés au grade de sergent après une formation militaire d'une

¹⁰⁸ Article 65 nouveau = article 102 ancien

¹⁰⁹ Article 66 nouveau = article 103 nouveau

¹¹⁰ Insérer « ou gendarme ou brigadier » après « caporal »

¹¹¹ Article 67 nouveau = article 104 ancien

¹¹² Insérer « ou gendarme ou brigadier » après « caporal »

¹¹³ Article 68 nouveau = article 105 ancien

¹¹⁴ Ecrire « Gendarmerie » avec « G » majuscule

¹¹⁵ Article 69 nouveau = article 106 ancien

durée minimale de neuf mois. Ils sont nommés pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens.

Article 70 : ¹¹⁶

Les élèves sous-officiers spécialistes recrutés sur concours direct, admis dans une école de formation militaire ne sont nommés au grade de sergent qu'après avoir suivi une formation d'une durée minimale de neuf mois. Ils sont nommés pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens.

Article 71 : ¹¹⁷

Le militaire du rang, admis dans les écoles de formation professionnelle civile de niveau sous-officiers, est nommé au grade de sergent après une formation militaire de niveau certificat toutes armes n°2. Il est nommé pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens.

Article 72 : ¹¹⁸

L'avancement à titre normal des sous-officiers obéit aux conditions d'ancienneté de service et de grade ainsi qu'aux exigences de diplômes indiqués dans les tableaux figurant à l'annexe 3.

**SECTION 5 : DES CONDITIONS D'AVANCEMENT A TITRE
NORMAL DES OFFICIERS**

Sous-section 1 : Des officiers issus des écoles de formation

Paragraphe 1 : Des officiers subalternes

Article 73 : ¹¹⁹

L'avancement à titre normal des officiers subalternes est défini suivant les modes et conditions de recrutement ainsi que la durée de formation dans les différentes écoles militaires ou civiles reconnues par le Burkina Faso.

¹¹⁶ Article 70 nouveau = article 107 ancien

¹¹⁷ Article 71 nouveau = article 108 ancien

¹¹⁸ Article 72 nouveau = article 109 ancien

¹¹⁹ Article 73 nouveau = article 110 ancien

Article 74 : ¹²⁰

Le militaire admis dans les écoles de formation d'officiers d'active est nommé, après succès aux examens, au grade de sous-lieutenant pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation.

Les élèves officiers dont le cycle de formation excède quatre ans sont nommés au grade de sous-lieutenant pour compter du jour de succès aux examens de quatrième année.

A la fin du cursus universitaire, à défaut de la disponibilité immédiate du diplôme du doctorat, la date de signature du procès-verbal de la soutenance de thèse est utilisée pour l'avancement selon les dispositions définies à¹²¹ l'annexe 4-1.

Article 75 : ¹²²

Les officiers spécialistes sont recrutés parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat plus cinq ans d'études au moins.

Les officiers spécialistes sont nommés au grade de sous-lieutenant à l'issue d'au moins neuf mois de formation militaire pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation après succès aux examens.

Article 76 : ¹²³

L'avancement des officiers d'active issus des écoles militaires et des officiers spécialistes issus du recrutement direct est soumis aux dispositions définies à¹²⁴ l'annexe 4¹²⁵.

Les dispositions de l'annexe 4 pour la proposition au grade de capitaine sont prolongées d'un an à chaque reprise d'une année académique militaire ou universitaire.

Pour les officiers spécialistes issus du recrutement direct, le niveau du diplôme et le temps de formation universitaire et militaire déterminent la classification.

Article 77 : ¹²⁶

Seuls les diplômes obtenus à l'issue de formations répondant aux besoins dûment exprimés par le commandement sont pris en compte pour l'avancement.

¹²⁰ Article 74 nouveau = article 111 ancien

¹²¹ Remplacer « dans » par « à »

¹²² Article 75 nouveau = article 112 ancien

¹²³ Article 76 nouveau = article 113 ancien

¹²⁴ Remplacer « dans » par « à »

¹²⁵ Supprimer « ci-joint » après « annexe 4 »

¹²⁶ Article 77 nouveau = article 114 ancien

Paragraphe 2 : Des officiers supérieurs

Article 78 : ¹²⁷

Nul ne peut être proposé au grade de commandant, s'il n'a servi au moins quatre ans dans le grade de capitaine au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

Article 79 : ¹²⁸

Nul ne peut être proposé au grade de lieutenant-colonel, s'il n'a servi au moins quatre ans dans le grade de commandant au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

Article 80 : ¹²⁹

Nul ne peut être proposé au grade de colonel, s'il n'a servi au moins trois ans dans le grade de lieutenant-colonel au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

Article 81 : ¹³⁰

Nul ne peut être proposé au grade de colonel-major s'il n'a servi au moins cinq ans dans le grade de colonel au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

Paragraphe 3 : Des officiers généraux

Article 82 : ¹³¹

La nomination des officiers généraux se fait parmi les colonels ayant au moins trois ans d'ancienneté et les colonel-majors, tous titulaires du brevet de l'enseignement militaire supérieur des écoles de guerre ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, sur proposition du ministre chargé des armées.

Article 83 : ¹³²

Nonobstant les dispositions de l'article **82**¹³³ de la présente loi, pour l'exercice de certaines fonctions, le Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**¹³⁴ peut nommer d'office au grade de général les colonels titulaires du brevet

¹²⁷ Article 78 nouveau = article 115 ancien

¹²⁸ Article 79 nouveau = article 116 ancien

¹²⁹ Article 80 nouveau = article 117 ancien

¹³⁰ Article 81 nouveau = article 118 ancien

¹³¹ Article 82 nouveau = article 119 ancien

¹³² Article 83 nouveau = article 120 ancien

¹³³ Remplacer « article 119 » par « article 82 »

¹³⁴ Insérer « , Chef suprême des Forces armées » après « Président du Faso »

de l'enseignement militaire supérieur des écoles de guerre ou de tout autre diplôme reconnu équivalent au grade de général.

Article 84 : ¹³⁵

L'avancement dans la hiérarchie des officiers généraux relève du pouvoir discrétionnaire du **Président du Faso**, ¹³⁶Chef suprême des Forces armées nationales.

Aucune ancienneté de grade n'est exigée pour l'avancement dans la sous-catégorie des officiers généraux.

Sous-section 2 : Des officiers issus du rang

Article 85 : ¹³⁷

Les officiers issus du rang sont recrutés sur concours parmi les sous-officiers de carrière, titulaires du Baccalauréat et du Certificat interarmes, totalisant au moins dix ans de service et âgés d'au plus quarante ans au 31 décembre de l'année de recrutement.

Les officiers visés à l'alinéa ci-dessus, sont nommés, après succès aux examens, au grade de sous-lieutenant après un an de formation initiale pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation.

Article 86 : ¹³⁸

Les officiers issus du rang sont promus au grade de lieutenant après une ancienneté de deux ans dans le grade de sous-lieutenant.

Article 87 : ¹³⁹

Aucun officier issu du rang ne peut être proposé au grade de capitaine, s'il n'a servi au moins quatre ans dans le grade de lieutenant au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

En tout état de cause¹⁴⁰, aucun officier issu du rang ne peut être proposé au grade de capitaine, s'il n'a totalisé au moins sept ans après sa date d'admission à l'école de formation d'officier au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

¹³⁵ Article 84 nouveau = article 121 ancien

¹³⁶ Insérer « Président du Faso, » avant « Chef suprême des Forces armées nationales »

¹³⁷ Article 85 nouveau = article 122 ancien

¹³⁸ Article 86 nouveau = article 123 ancien

¹³⁹ Article 87 nouveau = article 124 ancien

¹⁴⁰ Remplacer « Dans tous les cas » par « En tout état de cause »

Article 88 : ¹⁴¹

Les officiers issus du rang sont soumis aux mêmes conditions d'avancement de la sous-catégorie des officiers supérieurs **conformément aux articles 78, 79, 80 et 81**¹⁴² de la présente loi.

Sous-section 3 : Des officiers du rang

Article 89 : ¹⁴³

La proposition de nomination au grade de sous-lieutenant des officiers du rang relève de la discrétion du commandement en fonction des besoins des Forces armées nationales. Ceux-ci sont choisis parmi les sous-officiers de carrière à qui il reste au moins cinq ans d'ancienneté de service et satisfaisant à l'une des conditions suivantes :

- avoir trois ans d'ancienneté au moins dans le grade d'adjudant-chef.
- être du grade d'adjudant-chef major.

Article 90 : ¹⁴⁴

Les officiers du rang après leur nomination peuvent être admis en stages spécifiques dans des écoles à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Article 91 : ¹⁴⁵

Les officiers du rang sont promus au grade de lieutenant après une ancienneté de deux ans dans le grade de sous-lieutenant.

Article 92 : ¹⁴⁶

Aucun officier du rang ne peut être proposé au grade de capitaine, s'il n'a servi au moins cinq ans dans le grade de lieutenant au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

¹⁴¹ Article 88 nouveau = article 125 ancien

¹⁴² Remplacer « des articles 115, 116, 117 et 118 » par « conformément aux articles 78, 79, 80 et 81 »

¹⁴³ Article 89 nouveau = article 126 ancien

¹⁴⁴ Article 90 nouveau = article 127 ancien

¹⁴⁵ Article 91 nouveau = article 128 ancien

¹⁴⁶ Article 92 nouveau = article 129 ancien

Article 93 : ¹⁴⁷

Aucun officier du rang ne peut être proposé au grade de commandant, s'il n'a servi au moins quatre ans dans le grade de capitaine au 1^{er} octobre de l'année de proposition.

Le grade de commandant constitue le grade maximum auquel peuvent être promus les officiers du rang.

Toutefois, les officiers du rang peuvent être promus au grade de lieutenant-colonel à titre exceptionnel. ¹⁴⁸

CHAPITRE 6 : DES POSITIONS

Article 94 : ¹⁴⁹

Tout militaire est placé dans l'une des positions suivantes :

- en activité ;
- en détachement ;
- en non activité ;
- en hors cadres.

Les positions de détachement et hors cadres ne concernent que le militaire de carrière.

SECTION 1 : DE L'ACTIVITE

Article 95 : ¹⁵⁰

L'activité est la position du militaire qui occupe un emploi de son grade, soit :

- dans les armées ;
- dans les formations rattachées ;
- dans une formation organique militaire appartenant à des structures ne relevant pas de la tutelle du ministère en charge des armées.

Est en position d'activité, le militaire placé dans l'une des situations suivantes :

¹⁴⁷ Article 93 nouveau = article 130 ancien

¹⁴⁸ Transformer la deuxième phrase de l'alinéa 2 en un troisième alinéa et lire : « Toutefois, les officiers du rang peuvent être promus au grade de lieutenant-colonel à titre exceptionnel. »

¹⁴⁹ Article 94 nouveau = article 131 ancien

¹⁵⁰ Article 95 nouveau = article 132 ancien

- situation de présence ;
- situation d'absence ;
- suspension d'emploi ;
- mise à disposition.

Article 96 : ¹⁵¹

Tout militaire dans les rangs est dit en situation de présence.

Article 97 : ¹⁵²

Tout militaire en activité est dit en situation d'absence lorsqu'il se trouve dans l'un des cas ci-après :

- permission réglementaire ;
- permission à titre de convalescence ;
- congé de maladie ;
- congé du militaire blessé en opération ;
- congé de paternité ;
- congé de maternité ;
- congé d'adoption ;
- congé de fin de campagne ;
- congé de fin de service ou congé libérable ;
- congé exceptionnel ;
- congé de reconversion ;
- détention pénale ;
- absence irrégulière ;
- disparition ;

¹⁵¹ Article 96 nouveau = article 133 ancien

¹⁵² Article 97 nouveau = article 134 ancien

- captivité.

Article 98 : ¹⁵³

La permission réglementaire est une absence régulièrement autorisée pour une durée égale ou inférieure à trente jours. Accordée à la demande du militaire, elle peut être permanente ou non.

Le cumul des permissions ne peut excéder quarante-cinq jours au cours d'une année civile.

Article 99 : ¹⁵⁴

Une permission à titre de convalescence peut être accordée par un médecin militaire à tout militaire, lorsque celui-ci est atteint d'une maladie rendant impossible tout service. Cette permission, d'une durée maximale de vingt-neuf jours est renouvelable jusqu'à concurrence de quatre-vingt-sept jours consécutifs.

Si à l'issue de cette période, le militaire ne peut reprendre le service, il est placé en congé de maladie.

Article 100 : ¹⁵⁵

Le congé de maladie est accordé à tout militaire pour une blessure ou maladie, autre que celles ouvrant droit au congé de longue durée pour maladie ou au congé de longue maladie, contractée en position d'activité et rendant impossible tout service.

Le congé de maladie est accordé par décision du chef de corps ou assimilé au vu d'un certificat du médecin traitant et, s'il y a lieu, d'une contre-visite d'un médecin militaire. Il ne peut excéder six mois au cours d'une même année.

A l'expiration du congé de maladie, l'intéressé reprend le service ou est placé en non activité à l'exception des cas visés à l'article **102**¹⁵⁶ de la présente loi.

¹⁵³ Article 98 nouveau = article 135 ancien

¹⁵⁴ Article 99 nouveau = article 136 ancien

¹⁵⁵ Article 100 nouveau = article 137 ancien

¹⁵⁶ Remplacer « article 138 » par « article 102 »

Article 101 : ¹⁵⁷

Le congé du militaire blessé en opération est accordé au militaire blessé ou ayant contracté une maladie au cours d'une mission commandée, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national.

Le congé du militaire blessé en opération est accordé par décision du Chef d'Etat-major général des armées pour une durée de dix-huit mois après avis d'un conseil militaire de santé.

Un décret en Conseil des ministres fixe les attributions, la composition et le fonctionnement du Conseil militaire de santé.

Article 102 : ¹⁵⁸

Le militaire dont l'épouse a accouché bénéficie d'un congé de paternité de soixante-douze heures.

Un congé d'une même durée est accordé au militaire dont l'épouse a fait une fausse couche.

Article 103 : ¹⁵⁹

Le personnel féminin des Forces armées nationales bénéficie d'un congé de maternité, d'une durée totale de quatorze semaines qui commence au plus tôt six semaines et au plus tard quatre semaines avant la date présumée de l'accouchement, au vu d'un certificat médical.

Le congé de maternité est accordé par décision du chef de corps ou assimilés.

La jouissance consécutive d'un congé de maternité et d'une permission réglementaire est autorisée.

Article 104 : ¹⁶⁰

Sauf cas d'accouchement avant la date présumée, la mère ne peut bénéficier d'un congé de plus de dix semaines à partir de la date effective de l'accouchement.

¹⁵⁷ Article 101 nouveau = article 138 ancien

¹⁵⁸ Article 102 nouveau = article 139 ancien

¹⁵⁹ Article 103 nouveau = article 140 ancien

¹⁶⁰ Article 104 nouveau = article 141 ancien

Article 105 : ¹⁶¹

En cas de mort-né ou de décès du nouveau-né ou du nourrisson avant l'expiration du congé de maternité, la mère a droit à un congé de six semaines à partir de la date du décès.

Article 106 : ¹⁶²

Si à l'expiration du congé de maternité, la mère n'est pas en état de reprendre son service, elle est placée en permission à titre de convalescence au vu d'un certificat médical.

A l'issue du congé de maternité, la mère a droit à des permissions pour allaitement dont la durée totale ne peut dépasser une heure et trente minutes par jour, pendant une période de quinze mois.

Article 107 : ¹⁶³

Tout militaire qui adopte un enfant de moins de trois ans peut demander un congé d'adoption avec solde d'une durée maximum de six semaines.

Ce congé est accordé par décision du ministre chargé des armées au vu du jugement d'adoption.

Article 108 : ¹⁶⁴

Le congé de fin de campagne est accordé en remplacement des permissions dont le militaire n'a pu bénéficier au cours d'une campagne ou un séjour à l'étranger.

La durée du congé de fin de campagne est de quarante-cinq jours par année et de quatre jours par mois pour les fractions d'année. Ce congé ne peut excéder quatre mois au total.

Article 109 : ¹⁶⁵

La campagne est un service militaire accompli dans des circonstances particulières de temps et de lieu. Elle ouvre droit à une bonification qui se décompte en campagne double, simple ou en demi-campagne selon **la réglementation en la matière.**¹⁶⁶

¹⁶¹ Article 105 nouveau = article 142 ancien

¹⁶² Article 106 nouveau = article 143 ancien

¹⁶³ Article 107 nouveau = article 144 ancien

¹⁶⁴ Article 108 nouveau = article 145 ancien

¹⁶⁵ Article 109 nouveau = article 146 ancien

¹⁶⁶ Remplacer « les textes y relatifs » par « la réglementation en la matière »

Le temps passé en opérations en qualité de volontaire pour la défense de la patrie de l'ancien volontaire pour la défense de la patrie devenu militaire peut ouvrir droit à des bonifications dans les conditions fixées selon **la réglementation en la matière**.¹⁶⁷

Article 110 : ¹⁶⁸

Le militaire bénéficie d'un congé de fin de service ou congé libérable accordé par décision du chef de corps et assimilé, correspondant aux trois derniers mois précédant la date de sa mise à la retraite.

Article 111 : ¹⁶⁹

Le congé exceptionnel avec solde, pour suivre une formation ou un perfectionnement comportant un intérêt pour le service, peut être accordé au militaire de carrière par décision du ministre chargé des armées, pour une durée maximale de douze mois.

Le militaire peut être rappelé à tout moment pendant le congé exceptionnel avec solde pour nécessité de service.

Article 112 : ¹⁷⁰

Le congé de reconversion peut être accordé à tout militaire qui en fait la demande, afin de lui permettre de se préparer à l'exercice d'un métier, avant son retour dans la vie civile.

La durée et les conditions de jouissance du congé **de**¹⁷¹ reconversion sont précisées par arrêté du ministre chargé des armées. Ce congé ne peut être cumulé avec le congé libérable.

Article 113 : ¹⁷²

La détention pénale est la situation du militaire détenu dans une maison d'arrêt et de correction soit à titre préventif soit en vertu d'une décision judiciaire devenue définitive ou non.

Le militaire détenu perçoit la solde d'absence.

¹⁶⁷ Remplacer « les textes y relatifs » par « la réglementation en la matière »

¹⁶⁸ Article 110 nouveau = article 147 ancien

¹⁶⁹ Article 111 nouveau = article 148 ancien

¹⁷⁰ Article 112 nouveau = article 149 ancien

¹⁷¹ Insérer « de » après « congé »

¹⁷² Article 113 nouveau = article 150 ancien

Un décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**¹⁷³ fixe les procédures et les modalités de gestion des militaires en détention pénale¹⁷⁴ ou en instance de poursuites pénales.

Si le militaire détenu est mis hors de cause après décision définitive de la juridiction saisie, il est rétabli dans tous ses droits.

Toutefois, le militaire condamné, même avec sursis, perd le bénéfice du remboursement des retenues opérées sur sa solde.

Article 114 : ¹⁷⁵

L'absence irrégulière est la situation du militaire qui, pendant vingt-quatre heures au moins, ne s'est pas présenté au service et à qui il n'a été donné aucune autorisation d'absence expresse.

Le cumul d'absences irrégulières jusqu'à concurrence de trente jours pendant une période d'un an entraîne la résiliation du contrat d'engagement ou la radiation des cadres sans être traduit devant un conseil de discipline ou d'enquête.

La décision de résiliation du contrat d'engagement ou la radiation des cadres est prononcée à l'issue d'une recherche formellement déclarée infructueuse après trente jours par un organe compétent de l'Etat.

Dans le cas où l'intéressé réapparaît avant l'expiration du délai de trente jours de recherche, il est traduit devant un conseil de discipline ou d'enquête.

La solde du militaire faisant l'objet d'une procédure d'absence irrégulière est totalement suspendue jusqu'à la clarification de sa situation administrative. Les retenues opérées pendant le délai fixé à l'alinéa précédent ne sont pas remboursables.

Article 115 : ¹⁷⁶

La disparition est la situation du militaire qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, lors d'opérations militaires, d'une mission commandée ou dans le cadre du service courant suite à des circonstances mettant sa vie en danger n'a plus donné de nouvelles de lui-même, suite à des circonstances mettant sa vie en danger sans que son corps n'ait pu être retrouvé.

Un décret du Président du Faso fixe les procédures et les modalités de gestion du

¹⁷³ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

¹⁷⁴ Ecrire « pénale » au singulier

¹⁷⁵ Article 114 nouveau = article 151 ancien

¹⁷⁶ Article 115 nouveau = article 152 ancien

militaire disparu en opérations.

Article 116 : ¹⁷⁷

La captivité est la situation du militaire qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, est retenu captif par l'ennemi.

Un décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**¹⁷⁸ fixe les procédures et les modalités de gestion du militaire captif.

Article 117 : ¹⁷⁹

La suspension d'emploi est une mesure administrative conservatoire prise par arrêté du ministre chargé des armées pour écarter de son emploi ou de ses fonctions tout militaire en instance de poursuites pénales ou qui a commis une faute grave, notamment les cas de scandale ou d'atteinte à la dignité de l'état militaire, à la discipline, aux intérêts généraux des armées.

Le militaire ne fait pas l'objet de suspension d'emploi lorsqu'il est poursuivi pour contravention de simple police ou pour délit d'imprudence, hormis le cas de délit de fuite concomitant ou de conduite en état d'ivresse.

Dans tous les autres cas d'infractions pénales, la suspension d'emploi se fait pour compter de la date d'engagement des poursuites mentionnée sur l'avis de poursuites judiciaires jusqu'à l'intervention de la décision définitive et au vu d'un avis de décision judiciaire définitive.

La suspension d'emploi a un caractère exceptionnel hormis les cas de poursuites pénales et un effet immédiat.

Dès le prononcé de la suspension d'emploi, le militaire est écarté de son emploi et des responsabilités qui y sont rattachées.

Article 118 : ¹⁸⁰

Le militaire suspendu d'emploi perd la moitié de sa solde de base et tout autre avantage et attribut liés à l'emploi ou à la fonction à l'exception de ses droits civils, politiques, sociaux et culturels.

La situation du militaire suspendu est définitivement réglée dans un délai de quatre mois à compter du jour où la décision de suspension a pris effet.

¹⁷⁷ Article 116 nouveau = article 153 ancien

¹⁷⁸ Insérer «, Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

¹⁷⁹ Article 117 nouveau = article 154 ancien

¹⁸⁰ Article 118 nouveau = article 155 ancien

Lorsqu'aucune décision n'est intervenue à l'expiration du délai **de**¹⁸¹ quatre mois, l'intéressé reçoit à nouveau l'intégralité de sa solde, sauf s'il fait l'objet de poursuites pénales.

Si le militaire suspendu n'a subi aucune sanction de deuxième degré ou si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2 du présent article, aucune décision n'a pu être prise à son égard, il a droit au remboursement des retenues opérées sur sa solde.

En cas de poursuite pénale, les droits à la solde intégrale ne sont définitivement déterminés qu'après décision définitive de la juridiction saisie.

Toutefois, le militaire condamné, même avec sursis, perd le bénéfice du remboursement des retenues opérées sur sa solde.

Article 119 : ¹⁸²

La mise à disposition est la situation du militaire placé auprès d'un département ministériel ou d'une institution autre que celui dont il relève par arrêté du ministre chargé des armées.

Le militaire concerné bénéficie des avantages liés à son **nouveau poste d'emploi**¹⁸³.

L'arrêté du ministre chargé des armées **visé à l'alinéa premier ci-dessus**¹⁸⁴ précise la nature, la durée et le lieu de l'emploi.

SECTION 2 : DU DETACHEMENT

Article 120 : ¹⁸⁵

Le détachement est la position du militaire de carrière placé hors de son corps d'origine pour occuper un emploi public ou privé d'intérêt public, soit dans une institution ou structure nationale, soit dans un organisme international.

Tout militaire de carrière peut être placé en détachement :

- de plein droit ;
- d'office par le commandement ;
- sur demande.

¹⁸¹ Insérer « de » après « délai »

¹⁸² Article 119 nouveau = article 156 ancien

¹⁸³ Remplacer « son emploi » par « son nouveau poste d'emploi »

¹⁸⁴ Insérer « visé à l'alinéa premier ci-dessus » après « armées »

¹⁸⁵ Article 120 nouveau = article 157 ancien

Article 121 : ¹⁸⁶

Le détachement de plein droit concerne le militaire de carrière nommé aux hautes fonctions de l'Etat.

Le détachement de plein droit est prononcé par arrêté du ministre chargé des armées.

Article 122 : ¹⁸⁷

Le détachement d'office concerne le militaire de carrière désigné par le commandement pour occuper un emploi public ou privé d'intérêt public.

Le militaire de carrière est mis en détachement par un arrêté du ministre chargé des armées précisant la nature, le lieu et la durée de l'emploi.

Pour le détachement d'office, la durée maximale est de cinq ans, renouvelable à la demande de la structure d'accueil et sur décision du ministre chargé des armées.

En aucun cas la durée totale d'un détachement d'office ne saurait excéder dix ans.

Article 123 : ¹⁸⁸

Le détachement sur demande peut être accordé par arrêté du ministre chargé des armées au militaire de carrière qui en fait la demande.

La durée maximale du détachement sur demande est de cinq ans, renouvelable sur demande de l'intéressé.

Le détachement prend fin à l'expiration de la période accordée, sur demande de l'intéressé ou sur décision du ministre chargé des armées¹⁸⁹ après préavis de trois mois, adressé à l'intéressé.

A l'expiration de la durée du détachement, le militaire de carrière est réintégré dans son corps d'origine.

¹⁹⁰Toutefois, le militaire peut bénéficier, sur sa demande, d'une mise en position¹⁹¹ hors cadres, d'une mise en disponibilité ou à la retraite anticipée. Ladite demande est faite trois mois avant la fin de la durée de son détachement.

¹⁸⁶ Article 121 nouveau = article 158 ancien

¹⁸⁷ Article 122 nouveau = article 159 ancien

¹⁸⁸ Article 123 nouveau = article 160 ancien

¹⁸⁹ Remplacer « armés » par « armées »

¹⁹⁰ Transformer la deuxième phrase de l'alinéa 4 en un alinéa 5 et lire : « Toutefois, le militaire peut bénéficier, sur sa demande, d'une mise en position en hors cadres, d'une mise en disponibilité ou à la retraite anticipée. Ladite demande est faite trois mois avant la fin de la durée de son détachement. »

¹⁹¹ Supprimer « en » après position

En aucun cas la durée totale d'un détachement sur demande ne saurait dépasser dix ans.

Article 124 : ¹⁹²

Les droits à rémunération du militaire en position de détachement sont à la charge de l'administration d'accueil.

La rémunération est au moins équivalente à celle perçue dans son administration d'origine.

Toutefois, dans le cas du détachement d'office, un différentiel de solde est versé au militaire si la rémunération du nouvel emploi est inférieure à celle servie par l'armée.

Le paiement de ce différentiel de solde est à la charge de la structure d'accueil.

Article 125 : ¹⁹³

Le temps passé en détachement compte pour l'avancement et la pension de retraite, sauf lorsqu'il s'agit d'un détachement sur demande¹⁹⁴.

Les décorations sont possibles, au titre de l'administration d'accueil ou d'appartenance.

Le détachement de plein droit ou d'office cesse dès la fin de la mission de l'intéressé. Dans ce cas, il est réintégré dans les Forces armées nationales.

Il peut être mis en disponibilité ou à la retraite anticipée, s'il fait la demande. Dans ce dernier cas, il est rayé des cadres des Forces armées nationales.

SECTION 3 : DE LA NON ACTIVITE

Article 126 : ¹⁹⁵

La non-activité est la position temporaire du militaire qui, privé d'emploi et n'appartenant plus à l'un des cadres constitutifs de l'armée, demeure soumis aux dispositions du statut général des personnels des Forces armées nationales.

Est en position de non activité, le militaire placé dans l'une des situations suivantes :

- congé de longue durée pour maladie ;
- congé de longue maladie ;

¹⁹² Article 124 nouveau = article 161 ancien

¹⁹³ Article 125 nouveau = article 162 ancien

¹⁹⁴ Supprimer « sauf dans le cas d'un détachement sur demande » après « retraite »

¹⁹⁵ Article 126 nouveau = article 163 ancien

- congé pour autre raison de santé ;
- retrait d'emploi conformément aux dispositions de l'article **153**¹⁹⁶ de la présente loi ;
- disponibilité ;
- suspension de contrat.

Article 127 : ¹⁹⁷

Est mis en congé de longue durée pour maladie, tout militaire atteint de l'une des affections suivantes :

- tuberculose ;
- maladie mentale ;
- affection cancéreuse ;
- sida-maladie.

Le congé de longue durée pour maladie est accordé d'office ou sur demande, après avis médical, par décision du ministre chargé des armées pour une ou plusieurs périodes consécutives de trois à six mois.

Sa durée totale, pour les maladies non imputables au service est de cinq années dont les trois premières avec la solde entière et les deux autres avec demi-solde.

En cas de maladie imputable au service, le militaire bénéficie du congé jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre le service ou jusqu'à sa mise à la retraite, tout en conservant l'intégralité de son traitement.

Dans le cas de l'alinéa précédent, l'Etat prend en charge les frais directement occasionnés par la maladie ou l'accident et le militaire conserve son droit à l'avancement sur la base de ses dernières notes.

Le militaire en congé de longue durée pour maladie ne peut exercer que les activités prescrites médicalement au titre de la réadaptation.

L'exercice de toute autre activité entraîne la suspension de la solde.

¹⁹⁶ Remplacer « article 190 » par « article 153 »

¹⁹⁷ Article 127 nouveau = article 164 ancien

Cependant, quand la solde est réduite de moitié, l'activité rémunérée peut être autorisée, sous réserve de l'approbation du médecin spécialiste et sans que le cumul de la solde réduite et des revenus de ladite activité ne soit supérieur à la solde d'activité.

Article 128 : ¹⁹⁸

Un congé de longue maladie peut être accordé à sa demande à tout militaire atteint de l'une des affections dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé des armées.

La demande, accompagnée d'un avis médical, et le cas échéant d'un rapport circonstancié, est transmise par voie hiérarchique au ministre chargé des armées pour décision.

Le congé est accordé pour des périodes de trois à six mois renouvelables à concurrence de trois ans maximum.

Pendant ces trois ans, le militaire perçoit sa solde entière et concourt à l'avancement, si la maladie est imputable au service.

Dans le cas contraire, le militaire perçoit la solde entière pendant une année et une demi-solde au cours des autres années.

Article 129 : ¹⁹⁹

Un congé pour autre raison de santé est accordé, après épuisement de la totalité des congés de maladie de la position d'activité, à tout militaire atteint d'une maladie ou infirmité autre que celles ouvrant droit au congé de longue durée pour maladie ou au congé de longue maladie et mettant temporairement le militaire dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

Ce congé est accordé par décision du ministre chargé des armées, après avis du Conseil militaire de santé, pour des périodes de trois à six mois, sans que le cumul n'excède trois ans.

Si la maladie ou l'infirmité est imputable au service, le militaire garde le bénéfice de la solde entière pendant toute la durée du congé.

En cas de maladie non imputable au service, le militaire perçoit une solde réduite du cinquième.

¹⁹⁸ Article 128 nouveau = article 165 ancien

¹⁹⁹ Article 129 nouveau = article 166 ancien

Article 130 : ²⁰⁰

Le militaire qui bénéficie d'un des congés prévus aux articles **127, 128 et 129**²⁰¹ de la présente loi, continue de figurer sur la liste d'ancienneté.

Il perd le droit à l'avancement en cas de maladie non imputable au service.

Le temps passé en congé est pris en compte pour les droits à pension de retraite et les décorations.

Le militaire perd les indemnités liées à l'emploi mais garde le bénéfice de la totalité des allocations familiales.

La reprise du service ne peut intervenir au cours ou à l'expiration du congé que si le bénéficiaire a subi une expertise médicale favorable.

Si après avoir épuisé la durée totale maximale du congé, le militaire ne peut reprendre du service actif, il est considéré comme incurable et proposé pour la réforme définitive.

Le militaire en congé, dans les cas énoncés à l'alinéa 1 du présent article, est rayé des cadres dès qu'il a atteint la limite d'âge de son grade.

Article 131 : ²⁰²

La disponibilité est la situation du militaire de carrière qui, ayant accompli au moins dix ans de service, excepté le temps de formation militaire, dont quatre en qualité de militaire de carrière, est autorisé sur sa demande à quitter l'activité, sans que ce départ ait un caractère définitif.

La décision de mise en disponibilité est accordée par décret du Président du Faso pour les officiers et par arrêté du ministre chargé des armées pour les sous-officiers.

Le nombre de bénéficiaires de la mesure est limité à cinq pour cent de l'effectif de chaque grade dans l'armée d'appartenance du demandeur.

Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article sont prolongées de deux ans par niveau de formation pour le militaire ayant bénéficié de formation prise en charge par les Forces armées nationales. Un arrêté du ministre chargé des armées précise les formations concernées par catégorie de militaire.

²⁰⁰ Article 130 nouveau = article 167 ancien

²⁰¹ Remplacer « articles 164, 165 et 166 » par « articles 127, 128 et 129 »

²⁰² Article 131 nouveau = article 168 ancien

La durée maximale de la disponibilité est de cinq ans **renouvelable**²⁰³ sur la demande du militaire.

En aucun cas le temps passé en disponibilité ne doit dépasser dix ans dans la carrière du militaire.

Au terme de la disponibilité ou avant l'expiration de celle-ci, le militaire peut demander sa réintégration ou sa mise à la retraite anticipée.

Le militaire en disponibilité qui atteint la limite d'âge de son grade est d'office mis à la retraite.

Article 132 : ²⁰⁴

La mise en disponibilité peut être accordée, à la demande du militaire, pour :

- exercer une activité à titre personnel hors de l'armée ;
- raison d'accident ou de maladie grave du conjoint ou d'un enfant ;
- élever un enfant de moins de cinq ans ;
- suivre son conjoint ;
- convenance personnelle.

Article 133 : ²⁰⁵

La disponibilité accordée pour maladie grave du conjoint ou d'un enfant, dûment constatée, ne peut excéder cinq ans. Elle est renouvelable jusqu'à concurrence de dix ans au maximum.

Le militaire placé en disponibilité en application des dispositions de l'alinéa ci-dessus, perçoit le tiers de sa solde indiciaire augmentée de l'indemnité de logement et des allocations familiales.

Article 134 : ²⁰⁶

Le militaire en disponibilité est autorisé à exercer une activité lucrative nonobstant les dispositions de l'article **198**²⁰⁷ de la présente loi.

²⁰³ Ecrire « renouvelable » au singulier

²⁰⁴ Article 132 nouveau = article 169 ancien

²⁰⁵ Article 133 nouveau = article 170 ancien

²⁰⁶ Article 134 nouveau = article 171 ancien

²⁰⁷ Remplacer « article 29 » par « article 198 »

Le temps passé en disponibilité ne compte pas pour la pension de retraite et pour l'avancement.

Le militaire en disponibilité demande sa réintégration ou le renouvellement de sa position trois mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

Le militaire en disponibilité peut également être rappelé en activité si les circonstances l'exigent.

Le militaire en disponibilité reste soumis aux obligations du statut général des personnels des Forces armées nationales.

Article 135 : ²⁰⁸

La suspension de contrat est la situation du militaire servant sous contrat, qui ayant accompli au moins dix ans de service **effectif**²⁰⁹, excepté le temps de formation militaire **et académique**²¹⁰, est autorisé sur sa demande à quitter l'activité pour convenance personnelle, sans que ce départ ait un caractère définitif.

La décision de suspension de contrat est accordée par arrêté du ministre chargé des armées.

La durée de la suspension ne peut excéder la durée restante du contrat en cours.

Le nombre des bénéficiaires de la mesure est limité à cinq pour cent de l'effectif de chaque grade dans l'armée d'appartenance du demandeur.

En aucun cas, la durée totale des suspensions ne **peut**²¹¹ dépasser quatre ans.

Trois mois avant le terme de la suspension, le militaire peut demander sa réintégration, le renouvellement de sa suspension de contrat, ou sa mise à la retraite anticipée.

Le militaire en suspension de contrat qui atteint la limite d'âge de son grade est d'office mis à la retraite.

²⁰⁸ Article 135 nouveau = article 172 ancien

²⁰⁹ Insérer « effectif » après « service »

²¹⁰ Insérer « et académique » après « militaire »

²¹¹ Remplacer « saurait » par « peut »

SECTION 4 : DU HORS CADRES

Article 136 : ²¹²

La position hors cadres est celle d'un militaire de carrière ayant accompli au moins quinze ans de service comptant pour la retraite et qui, placé en détachement sur demande, soit auprès d'une administration ou d'un organisme dans un emploi n'ouvrant pas droit à pension du régime général des retraites, soit auprès d'un organisme international, est autorisé sur sa demande à y demeurer.

La décision de mise en position hors cadres est prononcée par décret du Président du Faso pour les officiers et par arrêté du ministre chargé des armées pour les sous-officiers.

Le militaire en position hors cadres n'est plus soumis au statut général des personnels des Forces armées nationales. Il ne concourt plus à l'avancement.

Le militaire en position hors cadres peut être réintégré, avec son dernier grade, à sa demande et selon les besoins des Forces armées nationales dans un délai n'excédant pas cinq ans. Au-delà, l'intéressé est mis à la retraite au titre des services militaires accomplis.

En cas de réintégration, son temps de service restant au titre de la limite d'âge de son grade doit être au moins égal à cinq ans.

Si le militaire en position hors cadres atteint la limite d'âge de son grade et avant la fin de la position hors cadres, il est mis à la retraite au titre des services militaires accomplis.

Les droits à rémunération du militaire en position hors cadres sont à la charge de son employeur.

Le temps passé en position hors cadres n'ouvre pas droit à la pension de retraite.

Le cumul du détachement et de la position hors cadres ne peut excéder quinze ans.

CHAPITRE 7 : DE LA DISCIPLINE ET DE LA RESPONSABILITE PECUNIAIRE²¹³

Article 137 : ²¹⁴

La discipline dans les Forces armées nationales fait l'objet d'un décret du Président du Faso portant Règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.

²¹² Article 136 nouveau = article 173 ancien

²¹³ Lire Chapitre 7 : De la discipline et de la responsabilité pécuniaire

²¹⁴ Article 138 nouveau = article 174 ancien

Tout militaire, dans sa fonction, fait preuve de conscience professionnelle et de discipline nécessaire à l'accomplissement de la mission.

Article 138 : ²¹⁶

Le militaire est soumis à la loi pénale de droit commun **et à**²¹⁷ la loi portant code de justice militaire.

Sans préjudice des sanctions pénales qu'ils peuvent entraîner, les fautes ou manquements commis par les militaires les exposent à des sanctions disciplinaires, classées en deux degrés et énumérées par les articles **139** et **140**²¹⁸ de la présente loi.

Le militaire, à l'encontre duquel une procédure disciplinaire est engagée, a droit à des garanties dont les modalités d'application sont précisées par le règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.

Article 139 : ²¹⁹

Les sanctions disciplinaires de premier degré communes applicables aux militaires sont :

- l'avertissement ;
- la réprimande ;
- la consigne ;
- les arrêts simples ;
- la salle de police ;
- les arrêts de rigueur ;
- le blâme ;
- la prison régimentaire.

Dans tous les cas, lorsqu'une sanction encourue est privative de liberté, elle ne peut excéder soixante jours.

²¹⁵ Supprimer l'alinéa 2

²¹⁶ Article 138 nouveau = article 175 ancien

²¹⁷ Remplacer « ainsi qu'aux dispositions de » par « et à »

²¹⁸ Remplacer « articles 176 et 177 » par « articles 139 et 140 »

²¹⁹ Article 139 nouveau = article 176 ancien

Article 140 : ²²⁰

Les sanctions disciplinaires du deuxième degré applicables aux militaires sont les suivantes :

- le renvoi de soldat de 1^{re} classe à soldat de 2^e classe **ou de gendarme de 1^{re} classe à gendarme de 2^e classe** ;²²¹
- la rétrogradation ;
- le retrait d'emploi ;
- la cassation ;
- la résiliation du contrat avec versement des droits légaux ;
- la radiation des cadres avec versement des droits légaux ;
- la mise à la retraite d'office.

Article 141 : ²²²

Le ministre chargé des armées ou l'autorité habilitée prononce les sanctions de premier degré prévues à²²³ l'article **139**²²⁴ de la présente loi.

Article 142 : ²²⁵

Il est institué au sein des Forces armées nationales, des organes consultatifs que sont le conseil d'enquête pour les officiers et sous-officiers et le conseil de discipline pour les militaires du rang.

L'organisation, la composition et le fonctionnement du conseil d'enquête sont fixés par décret du Président du Faso.

L'organisation, la composition et le fonctionnement du conseil de discipline sont fixés par arrêté du ministre chargé des armées.

²²⁰ Article 140 nouveau = article 177 ancien

²²¹ Insérer « ou gendarme de 1^{re} classe à 2^e classe » après « classe »

²²² Déplacer l'article 192 ancien après l'article 140 nouveau.

l'article 192 ancien = Article 141 nouveau

²²³ Remplacer « de » par « à »

²²⁴ Remplacer « article 176 » par « article 139 »

²²⁵ Article 142 nouveau = article 178 ancien

Article 143 : ²²⁶

Les sanctions disciplinaires du deuxième degré suivantes peuvent être proposées au Chef d'Etat-major général des armées par le conseil de discipline à l'encontre des militaires du rang :

- le renvoi de soldat de 1^{re} classe à soldat de 2^e classe **ou de gendarme de 1^{re} classe à gendarme de 2^e classe** ;²²⁷
- la rétrogradation ;
- le retrait d'emploi ;
- la cassation ;
- la résiliation du contrat avec versement des droits légaux.

Article 144 : ²²⁸

Les sanctions disciplinaires du deuxième degré suivantes peuvent être proposées au Chef d'Etat-major général des armées par le conseil d'enquête à l'encontre des sous-officiers sous contrat :

- le retrait d'emploi ;
- la rétrogradation ;
- la cassation ;
- la mise à la retraite d'office ;
- la résiliation du contrat d'engagement ou la radiation avec versement des droits légaux.

Article 145 : ²²⁹

Les sanctions disciplinaires du deuxième degré suivantes peuvent être proposées au Chef d'Etat-major général des armées par le conseil d'enquête à l'encontre des sous-officiers de carrière :

- le retrait d'emploi ;

²²⁶ Article 143 nouveau = article 179 ancien

²²⁷ Insérer « ou gendarme de 1^{ère} classe à 2^{ème} classe » après « classe »

²²⁸ Article 144 nouveau = article 180 ancien

²²⁹ Article 145 nouveau = article 181 ancien

- la radiation des cadres avec versement des droits légaux ;
- la mise à la retraite d'office.

Article 146 : ²³⁰

Les sanctions disciplinaires du deuxième degré suivantes peuvent être proposées au Chef d'Etat-major général des armées par le conseil d'enquête à l'encontre des officiers :

- le retrait d'emploi ;
- la radiation des cadres avec versement des droits légaux ;
- la mise à la retraite d'office.

Article 147 : ²³¹

Les fautes jugées particulièrement graves par le commandement peuvent, sur décision d'office du ministre chargé des armées après proposition du chef d'Etat-major général des armées, entraîner les sanctions énumérées aux articles **143, 144, 145 et 146**²³² ci-dessus, sous réserve du respect des dispositions de l'article **138**²³³, alinéa 3 de la présente loi.

Cette décision n'est ni soumise à l'avis d'un organe consultatif, ni à aucune autre des formalités des sanctions disciplinaires ou pénales.

Article 148 : ²³⁴

La nomenclature des **fautes pouvant entraîner des**²³⁵ sanctions disciplinaires de premier et de deuxième degrés et les taux **des sanctions suivant les**²³⁶ autorités qui les infligent, sont déterminés au chapitre des punitions du **Règlement**²³⁷ de discipline générale dans les Forces armées nationales.

²³⁰ Article 146 nouveau = article 182 ancien

²³¹ Article 147 nouveau = article 183 ancien

²³² Remplacer « articles 179, 180, 181 et 182 » par « articles 143, 144, 145 et 146 »

²³³ Remplacer « article 175 » par « article 138 »

²³⁴ Article 148 nouveau = article 184 ancien

²³⁵ Insérer « fautes pouvant entraîner des » après « des »

²³⁶ Remplacer en « fonction » par « des sanctions suivant les »

²³⁷ Ecrire « règlement » avec un « R » majuscule

Article 149 : ²³⁸

Les sanctions disciplinaires de premier et de deuxième degré ne peuvent être cumulées.

Toutefois, le militaire contre lequel une procédure disciplinaire est engagée, peut être retenu dans une enceinte militaire par mesure de sûreté et seulement pendant la durée des circonstances qui nécessitent cette mesure.

239

Article 150 : ²⁴⁰

Tout militaire condamné à une peine criminelle est dans un premier temps privé de son grade et dans un second temps radié des effectifs des Forces armées nationales.

La privation de grade consiste en la destitution pour les officiers ou en la cassation pour les sous-officiers et les militaires du rang.

Le militaire destitué ou cassé est ramené au grade de soldat de 2^e classe **ou gendarme de 2^e classe**²⁴¹.

Article 151 : ²⁴²

Les sanctions disciplinaires de deuxième degré énumérées à l'article **144**²⁴³ de la présente loi sont prises conformément aux dispositions de l'article **138**²⁴⁴ de la présente loi.

Les sanctions disciplinaires de deuxième degré peuvent être prononcées pour insuffisance professionnelle, inconduite habituelle, faute grave dans le service ou contre la discipline, faute contre l'honneur ou pour condamnation à une peine d'emprisonnement n'entraînant pas la privation de grade.

Article 152 : ²⁴⁵

Tout militaire traduit devant un conseil d'enquête ou de discipline ou faisant l'objet de poursuites pénales est suspendu du tableau d'avancement en attendant les conclusions desdits conseils ou la décision de justice.

²³⁸ Article 149 nouveau = article 185 ancien

²³⁹ L'article 186 ancien a été supprimé car la disposition a déjà été prise en charge par l'alinéa 2 de l'article 139

²⁴⁰ Article 150 nouveau = article 187 ancien

²⁴¹ Insérer « ou gendarme de 2^e classe » après « classe »

²⁴² Article 151 nouveau = article 188 ancien

²⁴³ Remplacer « article 180 » par « article 144 »

²⁴⁴ Remplacer « article 175 » par « article 138 »

²⁴⁵ Article 152 nouveau = article 189 ancien

En fonction du grade du militaire, la mesure de suspension est prise par l'autorité habilitée aux termes des dispositions des articles 44 et 45²⁴⁶ de la présente loi.

Article 153 : ²⁴⁷

Le retrait d'emploi est pris par le ministre chargé des armées, après avis du conseil de discipline ou d'enquête.

Le retrait d'emploi s'applique aux militaires qui n'ont pas acquis de droits à pension.²⁴⁸

Le retrait d'emploi est prononcé pour une durée de six à vingt-quatre mois.

Le temps passé dans la position de non-activité par retrait d'emploi ne compte pas pour l'ancienneté de service.

Dans la position de retrait d'emploi, le militaire cesse de figurer sur la liste générale d'ancienneté des personnels des Forces armées nationales et perçoit la moitié de sa solde de base, la totalité des allocations familiales et l'indemnité de logement.

Le règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales précise les incidences du retrait d'emploi dans la carrière du militaire ainsi que les conditions de placement en position d'activité.

Article 154 : ²⁴⁹

La radiation des cadres peut être prononcée à l'égard d'un militaire de carrière quelle que soit la durée des services accomplis.

250

251

Article 155 : ²⁵²

Toute sanction résultant de l'avis émis par un conseil d'enquête ou de discipline ne peut faire l'objet d'une décision comportant une mesure plus sévère que celle proposée.

²⁴⁶ Remplacer « articles 80 et 81 » par « articles 43 et 44 »

²⁴⁷ Article 153 nouveau = article 190 ancien

²⁴⁸ Transformer la deuxième phrase en alinéa 2 et lire : « Le retrait d'emploi s'applique aux militaires qui n'ont pas acquis de droits à pension. »

²⁴⁹ Article 154 nouveau = article 191 ancien

²⁵⁰ L'article 192 ancien a été déplacé et inséré après l'article 140 ancien

²⁵¹ L'article 193 ancien a été supprimé parce que la disposition a déjà été prise en charge par les articles 144 à 147

²⁵² Article 155 nouveau = article 194 ancien

Article 156 : ²⁵³

La radiation des cadres des officiers est prononcée par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**²⁵⁴.

Article 157 : ²⁵⁵

La radiation des cadres ou la résiliation du contrat des sous-officiers et des militaires du rang est prononcée par arrêté du ministre chargé des armées.

Le Chef d'état-major général des armées peut recevoir délégation de signature du ministre chargé des armées pour la résiliation du contrat des militaires du rang et des recrues.

Article 158 : ²⁵⁶

La radiation des effectifs des armées des élèves officiers, des élèves sous-officiers et des jeunes gens recrutés sur concours est prononcée par arrêté du ministre chargé des armées.

Article 159 : ²⁵⁷

Le harcèlement sexuel est proscrit dans les casernes, les écoles, les centres de formation ou toute autre enclave militaire.

Le harcèlement sexuel expose son auteur à des sanctions disciplinaires sans préjudice des sanctions pénales.²⁵⁸

Article 160 : ²⁵⁹

Le militaire qui s'estime lésé par une mesure disciplinaire ou une décision administrative dispose d'un droit de recours dont les modalités sont précisées dans le règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.

²⁵³ Article 156 nouveau = article 195 ancien

²⁵⁴ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

²⁵⁵ Article 157 nouveau = article 196 ancien

²⁵⁶ Article 158 nouveau = article 197 ancien

²⁵⁷ Article 159 nouveau = article 198 ancien

²⁵⁸ Transformer la deuxième phrase en alinéa 2 et lire : « Le harcèlement sexuel expose son auteur à des sanctions disciplinaires sans préjudice des sanctions pénales »

²⁵⁹ Article 160 nouveau = article 199 ancien

Article 161 : ²⁶⁰

La responsabilité pécuniaire du militaire est engagée :

- lorsqu'il commet une faute dans la gestion de fonds, de matériels ou de denrées qui lui sont confiés ;
- lorsque dans l'exercice de ses fonctions, il assure la commande et l'acquisition de biens, matériels et équipements dont la qualité et la conformité portent préjudice aux intérêts des Forces armées nationales ;
- lorsque pendant l'exécution du service, il détériore un matériel, un équipement ou des effets par une utilisation inappropriée, par une négligence ou une faute personnelle ;
- lorsqu'en dehors de l'exécution du service, il a occasionné la destruction, la perte ou la mise hors service des effets d'habillement ou équipements qui lui ont été remis ou des matériels qui lui ont été confiés.

CHAPITRE 8 : DE LA REFORME

Article 162 : ²⁶¹

La réforme est l'état du militaire en situation d'inaptitude partielle ou totale en service dans les Forces armées nationales.

Tout militaire peut être mis en réforme.

Article 163 : ²⁶²

La réforme peut être **temporaire ou définitive**²⁶³.

Dans les deux cas, la réforme est prononcée pour cause d'infirmité, imputable ou non au service, après avis d'une commission militaire de réforme et de réinsertion suite aux conclusions du comité national de santé, en ce qui concerne les blessures et maladies imputables au service.

Les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission militaire de réforme et de réinsertion sont précisés par voie réglementaire.

²⁶⁰ L'article 37 ancien a été renvoyé après l'article 160 nouveau

Article 161 nouveau = article 37 ancien

²⁶¹ Article 162 nouveau = article 200 ancien

²⁶² Article 163 nouveau = article 201 ancien

²⁶³ Remplacer « définitive ou temporaire » par « temporaire ou définitive »

Article 164 : ²⁶⁴

La réforme temporaire est accordée pour une durée de deux ans si l'infirmité est imputable au service.

La réforme temporaire est de trois à six mois dans le cas contraire.

Quelle que soit sa durée, la réforme temporaire ne peut être renouvelée qu'une seule fois.

Pendant toute la durée de la réforme temporaire, le militaire perçoit sa solde entière si l'infirmité est imputable au service et seulement les deux tiers dans le cas contraire.

Le temps passé en réforme temporaire est considéré comme service effectif pour les droits à pension, mais ne compte pas pour l'avancement et les décorations.

En cas de réforme temporaire, le contrat d'engagement est prorogé d'une durée égale au temps compris entre sa date d'expiration et celle de la fin de la réforme.

Article 165 : ²⁶⁵

La réforme définitive entraîne la résiliation du contrat ou la mise à la retraite d'office. Le militaire concerné est, selon son état d'infirmité ou de maladie, proposé à des emplois adaptés dans l'administration publique, le secteur privé, les organismes nationaux ou internationaux. Il bénéficie également de prises en charge spécifiques.

Les modalités de mise en œuvre sont fixées par **décrets**²⁶⁶ en Conseil des ministres.

TITRE III : DES DROITS ET DES OBLIGATIONS²⁶⁷

CHAPITRE 1 : DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Article 166 : ²⁶⁸

Le militaire **jouit des**²⁶⁹ droits et libertés reconnus aux citoyens.

Toutefois, l'exercice de certains de ces droits et libertés est interdit ou restreint dans les conditions fixées par la présente loi.

²⁶⁴ Article 164 nouveau = article 202 ancien

²⁶⁵ Article 165 nouveau = article 203 ancien

²⁶⁶ Ecrire « décrets » au pluriel

²⁶⁷ Titre III correspond à l'ancien Titre II

²⁶⁸ Article 166 nouveau = article 4 ancien

²⁶⁹ Remplacer « a les » par « jouit des »

Article 167 : ²⁷¹

Les opinions et croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques sont libres mais ne peuvent être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens **et canaux**²⁷² d'expression.

Toutefois, l'exercice des cultes est autorisé dans les enceintes militaires, sous la responsabilité des aumôniers militaires **ou de toute autre personne habilitée**, dans les lieux réservés à cet effet et conformément aux textes spécifiques qui les régissent.²⁷³

Le militaire ne peut subir aucune discrimination fondée sur des opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques.

Article 168 : ²⁷⁴

Le militaire peut être nommé aux hautes fonctions de l'Etat.

²⁷⁵Toutefois, **le militaire nommé aux hautes fonctions de l'Etat**²⁷⁶ reste tenu aux obligations et à la réserve exigée par son statut militaire.

Article 169 : ²⁷⁷

Le militaire peut contracter mariage avec toute personne de son choix conformément aux dispositions du code des personnes et de la famille du Burkina Faso et dans les conditions fixées par le présent statut.

Toutefois, le mariage entre personnels militaires de catégories différentes est interdit.

Cependant, le changement de catégorie d'un des conjoints, intervenu après le mariage ne remet pas en cause l'état militaire ni de l'un ni de l'autre.

Lorsque²⁷⁸ le futur conjoint n'est pas militaire ou paramilitaire, celui-ci est soumis à une enquête de sécurité et de moralité.

Le mariage d'un militaire burkinabè avec un militaire ou un personnel paramilitaire de nationalité étrangère est interdit.

²⁷⁰ L'article 5 ancien a été renvoyé avant l'article 189 nouveau

²⁷¹ Article 167 nouveau = article 6 ancien

²⁷² Insérer « et canaux » après « moyens »

²⁷³ Insérer une virgule après « militaire » et « ou de toute autre personne habilitée » après « aumônier militaire »

²⁷⁴ Article 168 nouveau = article 7 ancien

²⁷⁵ Transformer la deuxième phrase en un alinéa 2.

²⁷⁶ Remplacer « il » par « le militaire nommé à une haute fonction de l'Etat »

²⁷⁷ Article 169 nouveau = article 8 ancien

²⁷⁸ Remplacer « Au cas où » par « Lorsque »

Article 170 : ²⁷⁹

Le mariage du militaire est soumis à autorisation préalable :

- du ministre chargé des armées pour tout militaire dont le futur conjoint ne possède pas la nationalité burkinabè ;
- du Chef d'État-major général des armées pour tout officier ;
- des Chefs d'État-major d'armée ou assimilés pour tout sous-officier ;
- des Commandants de Région ou assimilés pour tout militaire du rang.

Article 171 : ²⁸⁰

L'affectation du militaire qui demande à rejoindre son conjoint résidant dans une ville ou une garnison autre que la sienne est subordonnée à la nécessité de service.

Le militaire qui désire rejoindre son conjoint qui n'est pas agent de l'Etat burkinabè et résidant hors du Burkina Faso formule une demande de disponibilité, de retraite anticipée, de démission, de résiliation ou suspension de contrat, adressée au ministre chargé des armées.

Une affectation administrative peut être accordée au militaire dont le conjoint burkinabè est agent de l'Etat.

CHAPITRE 2 : DES DROITS SOCIAUX, ECONOMIQUES ET CULTURELS

Article 172 : ²⁸¹

Le militaire a droit à une solde dans l'exercice de sa fonction.

Le montant de la solde est fonction du grade, de l'ancienneté dans le grade, de la qualification et de la durée des services effectués.

Le militaire peut bénéficier de prestations en nature.

Le militaire bénéficie également d'²⁸²**une indemnité de résidence, des allocations familiales et des indemnités particulières définies en raison de la nature des fonctions exercées et des risques encourus.**

²⁷⁹ Article 170 nouveau = article 9 ancien

²⁸⁰ Article 171 nouveau = article 10 ancien

²⁸¹ Article 172 nouveau = article 11 ancien

²⁸² Remplacer « A la solde indiciaire du militaire s'ajoute » par « Le militaire bénéficie également d' »

La solde, les indemnités et allocations et les avantages en nature servis au militaire sont fixés par voie réglementaire en la matière.²⁸³

284

Article 173 : ²⁸⁵

Toute mesure de portée générale affectant la rémunération des agents de la fonction publique de l'Etat est, sous réserve des mesures d'adaptation nécessaires, appliquée avec effet simultané au militaire.

Article 174 : ²⁸⁶

Le militaire bénéficie des régimes de sécurité ou de prévoyance sociale dans les conditions fixées par **la réglementation en la matière²⁸⁷**.

Article 175 : ²⁸⁸

Le militaire a droit aux soins de santé, selon les dispositions en vigueur dans les structures sanitaires militaires.

Le militaire bénéficie d'une prise en charge gratuite pendant la durée légale, en cas de maladie ou d'accident imputable au service.

Les conditions de prise en charge sont fixées par **la réglementation en la matière.²⁸⁹**

Article 176 : ²⁹⁰

La famille du militaire et l'ancien militaire et sa famille bénéficient des soins du service de santé des armées selon **la réglementation en la matière²⁹¹**.

Article 177 : ²⁹²

Le militaire et les membres de sa famille bénéficient des prestations du service en charge de l'action sociale des armées selon la réglementation en la matière.

²⁸³ Créer un nouvel alinéa et lire : « La solde, les indemnités et allocations et les avantages en nature servis au militaire sont fixés par voie réglementaire »

²⁸⁴ L'alinéa 5 de l'article 11 ancien a été transformé en un article 173 nouveau

²⁸⁵ Article 173 nouveau = alinéa 5 de l'article 11 ancien

²⁸⁶ Article 174 nouveau = article 12 ancien

²⁸⁷ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

²⁸⁸ Article 175 nouveau = article 13 ancien

²⁸⁹ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

²⁹⁰ Article 176 nouveau = article 14 ancien

²⁹¹ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

²⁹² Article 15 ancien scindé en deux articles 177 nouveau et 178 nouveau

Article 178 :

L'ancien militaire et les membres de sa famille bénéficient des prestations du service en charge de l'action sociale des armées selon la réglementation en la matière.

Article 179 : ²⁹³

Le militaire est d'office affilié à la structure en charge de l'assurance maladie des armées.

Les modalités d'application de cette affiliation sont fixées par décret en Conseil des ministres.

Le militaire peut s'affilier à des institutions de prévoyance sociale ou à des mutuelles.

Article 180 : ²⁹⁴

Tout militaire a accès à son dossier individuel dans le respect des règlements militaires.

Le dossier individuel du militaire comporte toutes les pièces concernant sa situation administrative, les documents annexes relatifs aux décisions, avis à caractère statutaire ou disciplinaire et les feuilles de notation le concernant.

Ces différents documents sont enregistrés, numérotés et classés sans discontinuité.

Il ne peut être fait état, dans le dossier individuel du militaire et dans tout document administratif, des opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques de l'intéressé, à l'exception des aumôniers militaires dont il peut être fait mention de la religion.

Article 181 : ²⁹⁵

Le militaire peut adhérer à des associations ou groupements autres que ceux à caractère syndical **ou politique**²⁹⁶.

Le militaire en activité doit avoir l'autorisation de l'autorité militaire compétente pour adhérer à des associations ou groupements autres que ceux à caractère syndical ou politique.

²⁹³ Article 179 nouveau = article 16 ancien

²⁹⁴ Article 180 nouveau = article 17 ancien

²⁹⁵ Article 181 nouveau = article 18 ancien

²⁹⁶ Insérer « ou politique » après « syndical »

Toutefois, l'autorité militaire compétente peut lui imposer d'abandonner les fonctions qu'il désire exercer et, si besoin est, de démissionner de l'association ou du groupement.

Article 182 : ²⁹⁷

Le militaire est logé en caserne. A défaut, une indemnité compensatrice lui est allouée.

Les modalités d'application relatives à ce droit sont fixées par voie réglementaire.

Article 183 : ²⁹⁸

Le militaire a droit à des permissions avec solde de présence dont les modalités de jouissance sont fixées par les articles **98** et **99**²⁹⁹ de la présente loi et les dispositions du règlement de discipline générale dans les armées.

Le militaire³⁰⁰ bénéficie **également**³⁰¹ de divers congés dans les conditions fixées par les articles **100** à **112**³⁰² et **127** à **130**³⁰³ de la présente loi.

Article 184 : ³⁰⁴

Le militaire en permission peut être rappelé à tout moment par l'autorité militaire lorsque les circonstances l'exigent.

CHAPITRE 3 : DE LA PROTECTION JURIDIQUE ³⁰⁵

Article 185 : ³⁰⁶

Le militaire est protégé par la loi contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

En cas de poursuites exercées par un tiers contre un militaire pour une faute commise³⁰⁷ dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, l'Etat, dans la mesure où aucune faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions n'a été commise, répond des condamnations civiles prononcées contre lui.

²⁹⁷ Article 182 nouveau = article 19 ancien

²⁹⁸ Article 183 nouveau = article 20 ancien

²⁹⁹ Remplacer « articles 135 et 136 » par « articles 98 et 99 »

³⁰⁰ Remplacer « En outre, il » par « Le militaire »

³⁰¹ Insérer « également » après « bénéficie »

³⁰² Remplacer articles 137 à 149 par 100 à 112

³⁰³ Remplacer articles 164 à 167 par 127 à 130

³⁰⁴ Article 184 nouveau = article 21 ancien

³⁰⁵ Déplacer l'ancien chapitre 4 et son contenu à la suite de l'ancien article 21, devenu article 184 nouveau et lire : CHAPITRE 3 : DE LA PROTECTION JURIDIQUE »

³⁰⁶ Article 185 nouveau = article 34 ancien

³⁰⁷ Supprimer « en raison »

Les conjoints, enfants et ascendants directs du militaire bénéficient de la protection de l'Etat lorsque, du fait des fonctions de ce dernier, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Article 186 : ³⁰⁸

L'Etat protège le militaire contre les menaces et attaques dont il peut être l'objet en raison, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et répare, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

L'Etat subroge aux droits du militaire pour obtenir des auteurs des menaces ou attaques la restitution des sommes engagées. Il peut exercer aux mêmes fins, une action directe, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction compétente.

Article 187 : ³⁰⁹

Outre le cas de légitime défense, n'est pas pénalement responsable :

- le militaire qui déploie, après sommations, la force armée nécessaire pour empêcher ou interrompre toute intrusion dans un point sensible ;
- le militaire qui, dans le respect des règles du droit international et dans le cadre d'une opération militaire se déroulant à l'extérieur ou à l'intérieur du territoire national, exerce des mesures de coercition ou fait usage de la force armée ou en donne l'ordre, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

310

311

CHAPITRE 4³¹² : DES OBLIGATIONS

Article 188 : ³¹³

L'état militaire exige en toute circonstance, discipline, loyauté, disponibilité, neutralité et esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême.

³⁰⁸ Article 186 nouveau = article 35 ancien

³⁰⁹ Article 187 nouveau = article 36 ancien

³¹⁰ Alinéa 2 Supprimé

³¹¹ L'article 37 ancien a été renvoyé après l'article 161 nouveau

³¹² Déplacer l'ancien chapitre 3 et son contenu à la suite de l'article 36 ancien, article 188 nouveau et lire : Chapitre 4 : Des obligations

³¹³ Article 188 nouveau = article 5 ancien

Les devoirs que l'état militaire comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation.

Article 189 : ³¹⁴

Le militaire consacre l'intégralité de son activité professionnelle à l'exercice de son emploi.

Le militaire peut être appelé à servir en tout temps et en tout lieu.

La liberté de résidence du militaire peut être limitée dans l'intérêt du service.

Lorsque les circonstances l'exigent, la liberté de circulation du militaire peut être restreinte.

Article 190 : ³¹⁵

Le militaire **obéit**³¹⁶ aux ordres de ses supérieurs. Il est responsable de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Toutefois, il ne peut lui être ordonné et il ne peut accomplir des actes qui sont contraires aux lois et règlements, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales ou qui constituent des crimes ou délits notamment contre la sûreté de l'Etat et l'intégrité territoriale.

En tout état de cause, la responsabilité propre du subordonné ne décharge pas le supérieur de la sienne.

Article 191 : ³¹⁷

L'usage de moyens personnels d'information et de communication, quels qu'ils soient, est interdit ou restreint en opération, pendant l'exécution d'une mission ou pour la sécurité des activités militaires.

Article 192 : ³¹⁸

Sans préjudice des dispositions du code pénal relatives à la violation du secret de la défense nationale et du secret professionnel, le militaire fait preuve de discrétion ou de réserve pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

³¹⁴ Article 189 nouveau = article 22 ancien

³¹⁵ Article 190 nouveau = article 27 ancien

³¹⁶ Remplacer « doit obéissance » par « obéit »

³¹⁷ Article 191 nouveau = article 23 ancien

³¹⁸ Article 192 nouveau = article 32 ancien

En dehors des cas expressément prévus par la loi, le militaire ne peut être délié de cette obligation que par décision expresse de l'autorité compétente dont il dépend.

Article 193 : ³¹⁹

L'introduction dans les enceintes et établissements militaires de toute publication, quelle que soit sa forme, pouvant nuire notamment au moral ou à la discipline est interdite dans les conditions fixées par le **Règlement**³²⁰ de discipline générale dans les Forces armées nationales.

Article 194 : ³²¹

Le militaire ne peut adhérer à des groupements ou associations à caractère politique.

Le militaire désirant s'engager en politique demande sa radiation :

- par démission s'il est militaire de carrière ;
- par résiliation de son contrat d'engagement s'il sert en vertu d'un contrat.

Article 195 : ³²²

L'exercice du droit de grève est incompatible avec l'état militaire.

L'existence d'associations ou de groupements professionnels militaires à caractère syndical est incompatible avec les règles de la discipline militaire.

Le supérieur hiérarchique direct, à tous les échelons, veille aux intérêts de ses subordonnés et rend compte, par la voie hiérarchique, de tout problème à caractère général qui serait porté à sa connaissance.

Il est institué des cadres de concertation à divers niveaux du commandement. L'organisation et le fonctionnement de ces cadres de concertation sont précisés par voie réglementaire.

Article 196 : ³²³

Le militaire du rang n'est autorisé à se marier qu'après quatre ans de service effectif pour compter de sa date d'incorporation dans les Forces armées nationales.

³¹⁹ Article 193 nouveau = article 33 ancien

³²⁰ Ecrire « Règlement » avec un « R » majuscule

³²¹ Article 194 nouveau = article 24 ancien

³²² Article 195 nouveau = article 28 ancien

³²³ Article 196 nouveau = article 25 ancien

Le sous-officier d'active recruté par voie de concours direct, n'est autorisé à se marier qu'après trois ans de service effectif pour compter de la date de sa nomination au grade initial à sa sortie d'école.

Le personnel spécialiste sous-officier recruté par voie de concours direct, n'est autorisé à se marier qu'après trois ans de service effectif pour compter de la date de nomination au grade initial à sa sortie d'école.

Le personnel officier recruté par voie de concours direct, n'est autorisé à se marier qu'après deux ans de service effectif pour compter de la date de nomination au grade initial à sa sortie d'école.

Le non-respect des délais ci-dessus mentionnés expose son auteur à des sanctions, conformément aux dispositions du règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.³²⁴

Article 197 :³²⁵

Le personnel féminin est tenu de ne pas contracter une grossesse avant les délais prescrits pour l'autorisation de mariage.

Le non-respect de cette obligation expose la contrevenante et l'auteur de la grossesse, s'il est militaire, à des sanctions, conformément aux dispositions du règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.³²⁶

Article 198 :³²⁷

Le militaire en activité ne peut exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit, ni avoir par lui-même ou par personne interposée, sous quelque dénomination que ce soit, des intérêts dans une entreprise nationale ou étrangère dont il a, seul ou avec l'administration, la gestion ou le contrôle.

Article 199 :³²⁸

Nonobstant les dispositions des articles **189** et **198**³²⁹ de la présente loi, le militaire en activité peut être autorisé, dans des conditions définies par voie réglementaire, à enseigner, à effectuer des expertises ou des consultations se rapportant à ses

³²⁴ Reformuler l'alinéa et lire : « Le non-respect des délais ci-dessus mentionnés expose son auteur à des sanctions, conformément aux dispositions du règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales. »

³²⁵ Article 197 nouveau = article 26 ancien

³²⁶ transformer la deuxième phrase de l'article en un alinéa 2 et lire : « Le non-respect de cette obligation expose la contrevenante et l'auteur de la grossesse, s'il est militaire, à des sanctions, conformément aux dispositions du règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales. »

³²⁷ Article 198 nouveau = article 29 ancien

³²⁸ Article 199 nouveau = article 30 ancien

³²⁹ Remplacer « articles 22 et 29 » par « articles 189 et 198 »

compétences, à faire de la production agro-sylvo-pastorale non industrielle et à en vendre les produits, ou à produire et mettre à la vente des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Toutefois, cette activité ne doit ni porter préjudice au service, ni s'exercer à titre principal ou pendant les heures de service.

Article 200 :³³⁰

Le militaire, lorsqu'il est en activité, et pendant un délai de cinq ans à compter de la cessation des fonctions, ne peut prendre ou détenir par lui-même ou par personne interposée, sous quelque forme que ce soit, des intérêts de nature à compromettre son indépendance, dans les entreprises privées nationales ou étrangères à l'égard desquelles il a été chargé, dans le cadre de ses fonctions :

- soit d'assurer une surveillance ou un contrôle ;
- soit de conclure des contrats de toute nature avec ces entreprises ou de formuler un avis sur de tels contrats ;
- soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par ces entreprises ou de formuler un avis sur de telles décisions.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent au militaire en disponibilité.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : DES OFFICIERS GÉNÉRAUX

Article 201 :³³¹

Les officiers généraux sont répartis en deux sections :

- la première section comprend les officiers généraux en position d'activité, en position de détachement, en position de non-activité, en position de hors cadres ;
- la deuxième section comprend les officiers généraux qui, n'appartenant plus à la première section, sont maintenus à la disposition du ministre chargé des armées

³³⁰ Article 200 nouveau = article 31 ancien

³³¹ Article 201 nouveau = article 204 ancien

qui peut les employer en fonction des nécessités de l'encadrement, notamment en temps de crise ou de conflit armé.

Article 202 :³³²

L'officier général qui a **été commandant**³³³ en chef en temps de crise ou de conflit armé ou qui a exercé avec distinction devant l'ennemi le commandement d'une armée ou d'une formation équivalente peut être maintenu dans la première section pour une durée maximale de deux ans.

Ce maintien est constaté par décret du Président du Faso, Chef suprême des Forces armées nationales.³³⁴

Article 203 :³³⁵

L'officier général est admis dans la deuxième section :

- par limite d'âge ;
- par anticipation, soit sur sa demande, soit d'office pour raison de santé constatée par le conseil militaire de santé ou, pour toute autre cause non disciplinaire, après avis du comité national de défense.

En temps de crise ou de conflit armé, les avis du conseil militaire de santé ou du comité national de défense sont remplacés par l'avis d'un médecin général ou d'un officier général, membre du conseil militaire de santé ou du comité national de défense, désigné par l'autorité compétente.

L'officier général placé dans la deuxième section pour raison de santé peut être réintégré dans la première section après avis du conseil militaire de santé.

Article 204 :³³⁶

Les dispositions des articles **161, 167 et 194**³³⁷ de la présente loi sont applicables aux officiers généraux de la deuxième section.

Des avantages sont accordés aux officiers généraux par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**³³⁸.

³³² Article 202 nouveau = article 207 ancien

³³³ Remplacer « a commandé » par « a été commandant »

³³⁴ Insérer un nouvel alinéa et lire en gras

³³⁵ Article 203 nouveau = article 205 ancien

³³⁶ Article 204 nouveau = article 206 ancien

³³⁷ Remplacer « articles 6, 24 et 37 » par « articles 167, 194, et 161 » puis classer par ordre croissant, soit 161, 167 et 194 »

³³⁸ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales »

Article 205 nouveau :³³⁹

L'officier général de la deuxième section demeure soumis au Règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.

En raison de sa situation d'officier général du cadre de la réserve, il lui est interdit :

- **de faire mention de son grade dans tous les documents à des fins publicitaires ou commerciales et dans tout autre écrit ;**
- **d'utiliser la mention de son grade sans la faire suivre de l'indication (r) ;**
- **de faire mention de son grade ou de sa qualité d'officier sans l'autorisation préalable du ministre chargé des armées pour des écrits, discours ou conférences, sauf pour l'officiers général de la deuxième section nommé à une haute fonction ;**
- **de procéder sans autorisation à la remise de drapeaux ou de fanions à des sociétés, associations ou groupements civils à l'exception de ceux occupant de hautes fonctions.**

Article 206 nouveau :³⁴⁰

Tout officier général de la deuxième section est de droit membre du cercle des officiers de sa garnison de résidence.

Tout officier général de la deuxième section notifie par écrit au ministre chargé des armées ses déplacements à l'étranger.

Article 207 nouveau :³⁴¹

Les l'officier général de la deuxième section demande l'autorisation du ministre chargé des armées lorsqu'ils souhaitent revêtir la tenue militaire.

Article 208 nouveau :³⁴²

Une fois son temps de réserve achevé, l'officier général de la deuxième section admis en retraite est autorisé à utiliser la mention de son grade, suivie de l'indication en (er)

³³⁹ Créer et insérer un nouvel article 205

³⁴⁰ Créer et insérer un nouvel article 206

³⁴¹ Créer et insérer un nouvel article 207

³⁴² Créer et insérer un nouvel article 208

CHAPITRE 2 : DES AUMÔNIERS MILITAIRES

Article 209 :³⁴³

Les aumôniers militaires sont des militaires servant en vertu d'un contrat. Ils assurent le service de leur culte dans les lieux désignés à cet effet conformément aux textes militaires en vigueur.

Les aumôniers militaires exercent leur fonction avec discernement et réserve en respectant les prérogatives du commandement et en évitant d'entraver le service militaire.

Article 210 :³⁴⁴

Les aumôniers militaires sont recrutés au sein des faitières des différentes confessions religieuses parmi les ministres du culte possédant la nationalité burkinabè.

Les aumôniers militaires peuvent recevoir à l'issue de leur recrutement une formation militaire adaptée.³⁴⁵

Article 211 :³⁴⁶

Les aumôniers militaires constituent un corps spécifique avec un grade unique, et des échelons fixés selon l'ancienneté de service au sein des Forces armées nationales.

Le grade unique des aumôniers militaires n'a aucune correspondance avec les grades de la hiérarchie militaire.

Article 212 :³⁴⁷

Les aumôniers militaires sont tenus au respect des règles de déontologie de leurs dogmes.

Les aumôniers militaires sont soumis au règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales.³⁴⁸

³⁴³ Article 209 nouveau = article 208 ancien

³⁴⁴ Article 210 nouveau = article 209 ancien

³⁴⁵ Reformuler l'alinéa 2 et lire : « Les aumôniers militaires peuvent recevoir à l'issue de leur recrutement une formation militaire adaptée. »

³⁴⁶ Article 211 nouveau = article 210 ancien

³⁴⁷ Article 212 nouveau = article 211 ancien

³⁴⁸ Créer un alinéa 2 à partir de la deuxième phrase et lire : « Les aumôniers militaires sont soumis au règlement de discipline générale dans les Forces armées nationales. »

Article 213 :³⁴⁹

Les aumôniers militaires n'ont pas le statut de combattant et ne participent pas aux opérations militaires en qualité de combattant.

Les aumôniers militaires bénéficient des protections et immunités prévues à ce titre par **la réglementation en la matière**.³⁵⁰

Article 214 :³⁵¹

Les aumôniers militaires bénéficient des mêmes avantages que ceux accordés aux officiers.

Les aumôniers militaires sont soumis aux mêmes charges financières applicables aux officiers.³⁵²

Article 215 :³⁵³

L'âge limite de départ à la retraite des aumôniers militaires est fixé à soixante ans.

Article 216 :³⁵⁴

Un décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**³⁵⁵ fixe le statut particulier des aumôniers militaires.

CHAPITRE 3 : DE LA RESERVE

Article 217 :³⁵⁶

La réserve est constituée d'un ensemble de citoyens burkinabè, anciens militaires ou civils **ayant reçu une formation militaire**³⁵⁷, qui consacrent une partie de leur temps à la défense de la nation sans faire du métier des armes leur profession.

³⁴⁹ Article 213 nouveau = article 212 ancien

³⁵⁰ Remplacer « Ils » par « Les aumôniers militaires », puis « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

³⁵¹ Article 214 nouveau = article 213 ancien

³⁵² Remplacer « Ils » par « Les aumôniers » créer un 2^e alinéa à partir de la 2^e phrase et supprimer « en outre »

³⁵³ Article 215 nouveau = article 214 ancien

³⁵⁴ Article 216 nouveau = article 215 ancien

³⁵⁵ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

³⁵⁶ Article 217 nouveau = article 216 ancien

³⁵⁷ Remplacer « formés comme militaires » par « ayant reçu une formation militaire »

Article 218 :³⁵⁸

La réserve militaire a pour objet de renforcer les capacités des Forces armées nationales pour la protection du territoire national, l'entretien de l'esprit de défense et la consolidation du lien Armée-Nation.

L'organisation de la réserve militaire fait l'objet de textes spécifiques³⁵⁹.

TITRE V : DE LA CESSATION DE L'ETAT MILITAIRE

Article 219 :³⁶⁰

L'état militaire cesse si le militaire de carrière est radié des cadres et si le militaire servant sous contrat est rayé des contrôles suite :

- au décès ;
- à la retraite ;
- à une mesure disciplinaire ;
- à la démission du militaire de carrière ou à la résiliation du contrat du militaire servant en vertu d'un contrat, acceptée par le ministre chargé des armées ;
- à la privation de grade ;
- à la réforme définitive ;
- à une condamnation pénale.

CHAPITRE 1 : DES DISPOSITIONS RELATIVES AU DECES

Article 220 :³⁶¹

En cas de décès du militaire, la dépouille mortelle appartient aux Forces armées nationales.

³⁵⁸ Article 218 nouveau = article 217 ancien

³⁵⁹ Alinéa 2 reformulée

³⁶⁰ Article 219 nouveau = article 218 ancien.

Remplacer le contenu de l'article 218 ancien par la nouvelle disposition

³⁶¹ Article 220 nouveau = article 219 ancien

Toutefois, dans certaines circonstances et sur demande de la famille, l'armée peut, après le cérémonial militaire, remettre le corps aux parents.³⁶²

Article 221 :³⁶³

En cas d'inhumation par la famille, une contribution financière est allouée aux ayants droit.

Les modalités de participation aux frais d'inhumation sont fixées par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**³⁶⁴.

Article 222 :³⁶⁵

Les ayants droit du militaire décédé bénéficient, **suivant la réglementation en la matière**³⁶⁶ :

- de la solde nette du mois de décès du militaire ;
- du capital décès du militaire ;
- de la pension de réversion ;
- **de la délégation de solde**.³⁶⁷

Article 223 :³⁶⁸

Le capital décès est versé aux ayants droit de tout militaire décédé, se trouvant au moment du décès, dans l'une des positions énumérées ci-après :

- en activité ;
- en détachement, au cas où le statut de l'organisme ou du service employeur ne le prévoit pas ;
- en non-activité.

³⁶² Transformer la deuxième phrase de l'article en un alinéa 2

³⁶³ Article 221 nouveau = article 220 ancien

³⁶⁴ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

³⁶⁵ Article 222 nouveau = article 221 ancien

³⁶⁶ Remplacer « conformément aux textes en vigueur » par « , suivant la réglementation en la matière »

³⁶⁷ Insérer « - de la délégation de solde » après le dernier tiret

³⁶⁸ Article 223 nouveau = article 222 ancien

Article 224 :³⁶⁹

Le montant du capital décès, ses conditions de paiement et les modalités de répartition entre les ayants droit sont fixés par **la réglementation en la matière**³⁷⁰.

Le montant du capital décès est exempt de toute taxe et de tout impôt.

Article 225 :³⁷¹

En cas de décès consécutif à un accident survenu par le fait de service, les ayants droit bénéficient, en plus du capital décès, d'une rente de réversion dans les conditions fixées par **la réglementation en la matière**³⁷².

Article 226 :³⁷³

En cas de décès du militaire en opération, ses ayants droit bénéficient, en plus du capital décès, des prestations et droits prévus par **la réglementation en la matière**³⁷⁴.

Pour le militaire servant pendant la durée légale engagé en opérations, l'indice de solde du soldat après la durée légale est pris en compte pour la liquidation des droits.

Pour les militaires cités à l'article **21**³⁷⁵ alinéa 4, l'indice de solde de sergent, ~~de~~ **ou**³⁷⁶ maréchal des logis ou **celui**³⁷⁷ de sous-lieutenant est pris en compte pour la liquidation des droits.

Article 227 nouveau :³⁷⁸

Les ayants droit du militaire décédé en opération bénéficient d'une délégation de solde.

La délégation de solde est le versement d'office à ses ayants droit, de la solde du militaire décédé en opérations intérieures ou étant en service, du fait ou à l'occasion d'un acte terroriste et ayant bénéficié de l'avancement à titre posthume.

Pendant la durée de la délégation de solde, le paiement de la pension due aux ayants droit est suspendu. Les arrérages de ces prestations ne sont dus qu'à compter de la cessation du paiement de la délégation de solde.

³⁶⁹ Article 224 nouveau = article 223 ancien

³⁷⁰ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

³⁷¹ Article 225 nouveau = article 224 ancien

³⁷² Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

³⁷³ Article 226 nouveau = article 225 ancien

³⁷⁴ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

³⁷⁵ Remplacer « article 56 » par « article 21 »

³⁷⁶ Remplacer « , de » par « ou »

³⁷⁷ Insérer « celui » après « ou »

³⁷⁸ Créer et insérer un nouvel article 227

Les modalités de paiement de la délégation de solde sont fixées par décret du Président du Faso, Chef suprême des Forces armées nationales.

CHAPITRE 2 : DE LA RETRAITE

Article 228 :³⁷⁹

La retraite est une situation de cessation définitive de service du militaire rendu à la vie civile et admis au bénéfice du régime de sécurité sociale applicable aux agents publics de l'Etat au Burkina Faso.

Elle peut intervenir d'office ou sur la demande du militaire.

Dans tous les cas, la décision de mise à la retraite est prise par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**³⁸⁰ pour les officiers et par arrêté du ministre chargé des armées pour les sous-officiers et le militaire du rang.

Article 229 :³⁸¹

L'admission à la retraite du militaire intervient d'office :

- dès l'atteinte de la limite d'âge du grade ;
- par mesure disciplinaire après avis d'un organe consultatif **sauf dans le cas d'une faute jugée particulièrement grave par le commandement**³⁸² ;
- pour raison de santé ou d'inaptitude physique après avis d'une commission militaire de réforme et de réinsertion suite aux conclusions des travaux du comité national de santé **pour le cas imputable au service**³⁸³.

Le maintien d'un militaire pour nécessité de service est possible dans les conditions fixées par **la réglementation en la matière**³⁸⁴.

Article 230 :³⁸⁵

Tout militaire peut être mis à la retraite anticipée sur sa demande s'il a acquis des droits à pension conformément à **la réglementation en la matière**³⁸⁶.

³⁷⁹ Article 228 nouveau = article 226 ancien

³⁸⁰ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

³⁸¹ Article 229 nouveau = article 227 ancien

³⁸² Insérer « sauf dans le cas d'une faute jugée particulièrement grave par le commandement » après « consultatif »

³⁸³ Insérer « pour le cas imputable au service » après « santé »

³⁸⁴ Remplacer « les textes en vigueur » par « la réglementation en la matière »

³⁸⁵ Article 230 nouveau = article 228 ancien

³⁸⁶ Remplacer « aux textes en vigueur » par « à la réglementation en la matière »

Article 231 :³⁸⁷

Le militaire mis à la retraite cesse d'être soumis au statut général des personnels des Forces armées nationales.

Le militaire mis à la retraite est admis dans la réserve avec les droits et obligations y afférents.³⁸⁸

En cas de reprise du militaire admis à la retraite, l'intéressé ne peut servir qu'en vertu d'un contrat.

CHAPITRE 3 : DE LA DEMISSION ET DE LA RESILIATION DE CONTRAT

Article 232 :³⁸⁹

La démission du militaire de carrière ou la résiliation de contrat du militaire servant en vertu d'un contrat, acceptée par le ministre chargé des armées, entraîne la cessation de l'état militaire.

Article 233 :³⁹⁰

La démission ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels lorsque le militaire de carrière :

- n'est pas parvenu au terme de l'engagement exigé pour l'entrée dans les écoles militaires ;
- ayant reçu une formation spécialisée, n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité.

Article 234 :³⁹¹

Les statuts particuliers peuvent prévoir que la démission du militaire de carrière, parvenu au terme de l'engagement exigé lors de l'entrée dans les écoles militaires et n'ayant pas acquis de droit à pension de retraite, est acceptée dans la limite d'un contingent annuel.

Dans ce cas, les demandes sont satisfaites dans l'ordre décroissant des âges.

³⁸⁷ Article 231 nouveau = article 229 ancien

³⁸⁸ Faire de la deuxième phrase un alinéa 2 nouveau et lire : « Le militaire mis à la retraite est admis dans la réserve avec les droits et obligations y afférents. »

³⁸⁹ Article 232 nouveau = article 230 ancien

³⁹⁰ Article 233 nouveau = article 231 ancien

³⁹¹ Article 234 nouveau = article 232 ancien

Article 235 :³⁹²

En cas de nécessité opérationnelle, le ministre chargé des armées peut suspendre les demandes de démission ou de résiliation de contrat.

CHAPITRE 4 : DES AUTRES CAS DE CESSATION DE L'ETAT MILITAIRE

Article 236 :³⁹³

La cessation de l'état militaire par mesure disciplinaire peut intervenir par radiation des cadres ou par résiliation du contrat en application de l'article **140**³⁹⁴ de la présente loi.

Article 237 :³⁹⁵

La cessation de l'état militaire par privation de grade n'intervient que sur décision judiciaire.

Article 238 :³⁹⁶

Le militaire de carrière condamné à la destitution ou à la **privation de**³⁹⁷ grade est admis dans la réserve comme soldat de 2^e classe **ou gendarme de 2^e classe**³⁹⁸.

Article 239 :³⁹⁹

Tout militaire ayant fait l'objet d'une condamnation pénale définitive à un emprisonnement égal ou supérieur à trois mois fermes ou dix-huit mois avec sursis est radié des effectifs des Forces armées nationales.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 240 :⁴⁰⁰

Des statuts particuliers peuvent régir certains corps ou certaines particularités de l'état militaire.

Les statuts particuliers⁴⁰¹ ne peuvent être contraires à la présente loi.

³⁹² Article 235 nouveau = article 233 ancien

³⁹³ Article 236 nouveau = article 234 ancien

³⁹⁴ Remplacer « article 177 » par « article 140 »

³⁹⁵ Article 237 nouveau = article 235 ancien

³⁹⁶ Article 238 nouveau = article 236 ancien

³⁹⁷ Remplacer « perte du » par « privation de »

³⁹⁸ Insérer « ou gendarme de 2^{ème} classe » après « classe »

³⁹⁹ Article 239 nouveau = article 237 ancien

⁴⁰⁰ Article 240 nouveau = article 238 ancien

⁴⁰¹ Remplacer « Ils » par « Les statuts particuliers » et créer un alinéa 2 nouveau à partir de la deuxième phrase

Les statuts particuliers des militaires sont fixés par décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁴⁰².

Article 241 :⁴⁰³

Les annexes sont parties intégrantes de la présente loi.

Article 242 :⁴⁰⁴

Un décret du Président du Faso, **Chef suprême des Forces armées nationales**⁴⁰⁵ détermine les conditions de régularisation des anciennetés de grade des différentes promotions des officiers.

Article 243 :⁴⁰⁶

Les dispositions de l'article **137**⁴⁰⁷ de la présente loi ne s'appliquent pas au militaire déjà en position de hors cadres à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 244 :⁴⁰⁸

Les sanctions disciplinaires et les mesures conservatoires prises en application de la loi n°038-2016/AN du 24 novembre 2016 restent en vigueur.

Article 245 :⁴⁰⁹

La présente loi abroge la loi n°**410**037- 2016/AN du 24 novembre 2016 portant conditions d'avancement des personnels d'active des Forces armées nationales, la loi n°038-2016/AN du 24 novembre 2016 portant statut général des personnels des Forces armées nationales la loi n°029-2005/AN⁴¹¹ du 16 juin 2005 portant statut des officiers généraux de la deuxième section et toutes autres dispositions antérieures contraires.

⁴⁰² Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁴⁰³ Article 241 nouveau = article 239 ancien

⁴⁰⁴ Article 242 nouveau = article 240 ancien

⁴⁰⁵ Insérer « , Chef suprême des Forces armées nationales » après « Président du Faso »

⁴⁰⁶ Article 243 nouveau = article 241 ancien

⁴⁰⁷ Remplacer « article 173 » par « article 137 »

⁴⁰⁸ Article 244 nouveau = article 242 ancien

⁴⁰⁹ Article 245 nouveau = article 243 ancien

⁴¹⁰ Ecrire « N° » avec un « n » minuscule

⁴¹¹ Supprimer « l'article 5 de » avant « la loi »

Article 246 :⁴¹²

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
À Ouagadougou, le

Le Président⁴¹³

Le secrétaire de séance

⁴¹² Article 246 nouveau = article 244 ancien

⁴¹³ Supprimer « de l'Assemblée législative de transition » après « Président »

ANNEXE 1 :

LIMITE D'AGE DES PERSONNELS MILITAIRES DES FORCES ARMÉES NATIONALES

Pour les officiers :

GRADE	LIMITE D'AGE
Général d'armée	63 ans
Général de corps d'armée	
Général de division	
Général de brigade	
Colonel-major	62 ans
Colonel	61 ans
Lieutenant-colonel	60 ans
Commandant	
Capitaine	59 ans
Lieutenant	
Sous-lieutenant	58 ans

Pour les sous-officiers :

GRADE	LIMITE D'AGE
Adjudant-chef major	57 ans
Adjudant-chef	56 ans
Adjudant	55 ans
Sergent-chef ou Maréchal des logis-chef	54 ans
Sergent ou Maréchal des logis	53 ans

Pour les militaires du rang :

GRADE	LIMITE D'AGE
Caporal-chef ou Brigadier-chef	52 ans
Caporal ou Gendarme ou Brigadier ⁴¹⁴	51 ans
Soldat ou gendarme de (1 ^{re} classe & 2 ^e classe)	50 ans

⁴¹⁴ Remplacer « Caporal ou Brigadier » par « Caporal ou Gendarme ou Brigadier »

ANNEXE 2 :

AVANCEMENT DES MILITAIRES DU RANG

MILITAIRE DU RANG ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT FORME DANS LES ECOLES MILITAIRES

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition
Caporal ou Gendarme ou ⁴¹⁵ Brigadier	CA1 ou CAPJ ⁴¹⁶ ou CS1 ou tout diplôme reconnu équivalent.	03 ans	-
Caporal-chef ou Brigadier-chef	-	21 ans	02 ans

⁴¹⁵ À la première ligne du tableau, permuter la disposition des grades et des diplômes et lire respectivement : « Caporal ou Gendarme ou Brigadier »

⁴¹⁶ Remplacer « CA1, CS1,CAPJ » par « CA1 ou CAPJ ou CS1 »

ANNEXE 3 :

AVANCEMENT DES SOUS-OFFICIERS

3-1) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT INTERNE ADMIS DANS LES ECOLES MILITAIRES

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT AU 1^{er} octobre de l'année de proposition
Sergent ou Maréchal des logis	- CA2 - CS2 - ou tout diplôme reconnu équivalent	04 ans	02 ans
Sergent-chef ou Maréchal des logis-chef	- C.I.A ou CIAG ⁴¹⁷	08 ans	04 ans
Adjudant	- BA1 - BTA1 ⁴¹⁸ - BE - ou tout diplôme reconnu équivalent	12 ans	04 ans
Adjudant-chef	- BA2 - BTA2 - BS - ou tout diplôme reconnu équivalent	16 ans	04 ans
Adjudant-chef major	- BA2 - BTA2 - BS - ou tout diplôme reconnu équivalent	21 ans	05 ans

⁴¹⁷ Insérer « ou CIAG » après « CIA »

⁴¹⁸ Supprimer BTA2

3-2) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT INTERNE DES MILITAIRES DU RANG, TITULAIRES DU CA1 OU EQUIVALENT, ADMIS DANS DES ECOLES CIVILES (FORMATION TECHNIQUE)

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT au 1^{er} octobre de l'année de proposition	OBSERVATIONS
Sergent ou Maréchal des logis	- CTA2	04 ans	-	Nomination à l'issue du CTA2 pour compter du 1er jour du trimestre suivant la fin de la formation
Sergent-chef ou Maréchal des logis-chef	- CIA ou CIAG ⁴¹⁹	08 ans	04 ans	Admission sur titre au stage CIA
Adjudant	- CT1 ou diplôme reconnu équivalent	12 ans	04 ans	
Adjudant-chef	- CT2 ou diplôme reconnu équivalent	16 ans	04 ans	
Adjudant-chef major	- CT2 ou diplôme reconnu équivalent	21 ans	05 ans	

⁴¹⁹ Insérer « ou CIAG » après « CIA »

3-3) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES SOUS-OFFICIERS D'ACTIVE
FORME DANS LES ECOLES MILITAIRES (PARMI LES CIVILS TITULAIRES DU
BAC)

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT au 1^{er} octobre de l'année de proposition	OBSERVATIONS
Sergent ou Maréchal des logis	- CA2 - CS2 - CAESOG - ou tout diplôme reconnu équivalent			Nommé pour compter du 1 ^{er} jour du trimestre suivant la fin de la formation
Sergent-chef ou Maréchal des logis-chef	- CIA - CIAG	06 ans	04 ans	
Adjudant	- BA1 - BTA1 - OPJ - BE - ou tout diplôme reconnu équivalent	10 ans	04 ans	
Adjudant-chef	- BA2 - BTA2 - BSQG - BS - ou tout diplôme reconnu équivalent	14 ans	04 ans	
Adjudant-chef major	- BA2 - BTA2 - BSQG - BS - ou tout diplôme reconnu équivalent	19 ans	05 ans	

3-4) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES SOUS-OFFICIERS SPECIALISTES
(PARTI LES CIVILS TITULAIRES DU BTS)

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT au 1^{er} octobre de l'année de proposition	OBSERVATIONS
Sergent ou Maréchal des logis	- CTA2	-	-	Nomination au grade de sergent après neuf mois de formation militaire pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation
Sergent-chef ou Maréchal des logis-chef	- CIA ou CIAG ⁴²⁰	05 ans	04 ans	Admission sur titre au CIA
Adjudant	- CT1 - BE ou tout autre diplôme reconnu équivalent	8 ans	03 ans	
Adjudant-chef	- CT2 - BS ou tout autre diplôme reconnu équivalent	12 ans	04 ans	
Adjudant-chef Major	- CT2 - BS ou tout autre diplôme reconnu équivalent	17 ans	05 ans	

⁴²⁰ Insérer « ou CIAG » après « CIA »

**3-5) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES SOUS OFFICIERS
SPECIALISTES (PARMI LES CIVILS TITULAIRES D'UNE LICENCE
PROFESSIONNELLE)**

GRADE	DIPLÔMES MILITAIRES EXIGES	ANCIENNETE DE SERVICE	ANCIENNETE DANS LE GRADE PRECEDENT au 1^{er} octobre de l'année de proposition	OBSERVATIONS
Sergent ou Maréchal des logis	- CTA2	-	-	Nomination au grade de sergent après neuf mois de formation militaire pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation
Sergent-chef ou Maréchal des logis- chef	- CIA ou CIAG ⁴²¹	05 ans	04 ans	Admission sur titre au CIA
Adjudant	- CT1 - BE ou tout autre diplôme reconnu équivalent	7 ans	02 ans	
Adjudant-chef	- CT2 - BS ou tout autre diplôme reconnu équivalent	11 ans	04 ans	
Adjudant-chef Major	- CT2 - BS ou tout autre diplôme reconnu équivalent	16 ans	05 ans	

⁴²¹ Insérer « ou CIAG » après « CIA »

ANNEXE 4 :

AVANCEMENT DES OFFICIERS

**4-1) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES OFFICIERS
(PARMI LES CIVILS TITULAIRES DU BACCALAUREAT)**

CATEGORIES (diplôme exigé au recrutement)	POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE CAPITAINE
EO Santé (BAC)	Nomination en fin de 4 ^{ème} année de formation après succès aux examens-de passage académiques et militaires.	Promotion automatique pour compter du 1 ^{er} jour du trimestre suivant la présentation de la thèse (BAC+6, BAC+7, BAC+8)	Proposable dix ans après sa date d'incorporation et à l'issue du port du grade de lieutenant d'au moins deux ans au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition
EO Ingénieur et Assimilé (BAC)	Nomination en fin de 4 ^{ème} année de formation après succès aux examens de passage académiques et militaires	Promotion automatique pour compter du 1 ^{er} jour du trimestre suivant la présentation du mémoire (BAC+5) ou promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant (assimilé) ⁴²²	Proposable dix ans après sa date d'incorporation au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition.
EO Air (BAC)	Nomination pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens militaires et académiques (en fin 2 ^{ème} ou 3 ^{ème} année selon le cursus).	Promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant.	Proposable dix ans après sa date d'incorporation au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition.

⁴²² Insérer « ou promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant et assimilé

4-2) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES OFFICIERS D'ACTIVE
(PARDI LES CIVILS TITULAIRES D'UN BTS OU EQUIVALENT)

CATEGORIES (diplôme exigé au recrutement)	POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE CAPITAINE
EOA (BAC+2)	Nomination pour compter du premier jour du trimestre suivant, la fin de la formation militaire après succès aux examens	Promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant.	Proposable huit ans après sa date d'admission à l'école de formation d'officier au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition

4-3) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES OFFICIERS D'ACTIVE
(PARDI LES CIVILS TITULAIRES D'UNE LICENCE)

CATEGORIES (diplôme exigé au recrutement)	POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE CAPITAINE
EOA (BAC+3)	Nomination pour compter du premier jour du trimestre-suiuant, la fin de la formation militaire après succès aux examens	Promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant.	Proposable sept ans après sa date d'admission à l'école de formation d'officier au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition

4-1) PERSONNEL ISSU DU RECRUTEMENT DIRECT DES OFFICIERS SPECIALISTES
(PARDI LES CIVILS TITULAIRES D'UN DIPLOME BAC +5 OU DOCTORAT)

CATEGORIES (diplôme exigé au recrutement)	POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE LIEUTENANT	POUR LE GRADE DE CAPITAINE
EOA (BAC+5)	Nomination pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens	Promotion automatique après deux ans de grade de sous-lieutenant.	Proposable cinq ans après sa date d'admission à l'école de formation d'officier au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition
EOA (DOCTORAT)	Nomination pour compter du premier jour du trimestre suivant la fin de la formation militaire après succès aux examens	Promotion automatique après un an de grade de sous-lieutenant	Proposable trois ans après sa date d'admission à l'école de formation d'officier au 1 ^{er} octobre de l'année de proposition

SIGLES ET ABBREVIATION

BA1	:	Brevet d'Armes n°1
BA2	:	Brevet d'Armes n°2
BE	:	Brevet Élémentaire
BS	:	Brevet Supérieur
BT1	:	Brevet Technique n°1
BT2	:	Brevet Technique n°2
BTA1	:	Brevet Technique d'Administration n°1
BTA2	:	Brevet Technique d'Administration n°2
BSQG	:	Brevet Supérieur de Qualification de Gendarmerie
CA1	:	Certificat d'Armes n°1
CA2	:	Certificat d'Armes n°2
CAESOG	:	Certificat d'Aptitude à l'Emploi de Sous-officier Gendarme
CAPJ	:	Certificat d'Agent ⁴²³ de Police Judiciaire
CIA	:	Certificat Interarmes
CIAG	:	Certificat Interarmes de Gendarmerie
CS1	:	Certificat de spécialité n°1
CS2	:	Certificat de spécialité n°2
CT1	:	Certificat Technique n°1
CT2	:	Certificat Technique n°2
CTA1	:	Certificat Toutes Armes n°1
CTA2	:	Certificat Toutes Armes n°2
EOA	:	Elève Officier d'Active
MDL	:	Maréchal des Logis
MDR	:	Militaire du Rang
OPJ	:	Officier de Police Judiciaire

⁴²³ Remplacer « Auxiliaire » par « Agent »